



fem

FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Au-delà des chiffres

Actions menées par le réseau du FEM
pour préserver l'environnement mondial





Nos chiffres ne disent pas tout	iv
Un changement de cap au FEM pour protéger et restaurer l'environnement mondial	1
Programmes à impact pour la transformation des systèmes	3
Systèmes alimentaires et utilisation et restauration des terres	4
Villes durables	5
Gestion durable des forêts	7
Domaines d'intervention pour des investissements ciblés	9
Diversité biologique	10
Atténuation du changement climatique	12
Adaptation au changement climatique	14
Dégradation des sols	16
Substances chimiques et déchets	18
Eaux internationales	20
Faire participer le secteur privé	23
Accroître l'utilisation des financements mixtes	24
Mobiliser le secteur privé comme agent de transformation du marché	25
Collaborer pour obtenir de meilleurs résultats	27
Améliorer et suivre les résultats	28
Mesures de sauvegarde environnementale et sociale et normes fiduciaires	29
Promouvoir l'égalité des sexes	30
Faire participer la société civile	32
Programme de microfinancements	33
Travailler avec les populations autochtones	34
Connaissances et apprentissage au FEM	36
Programme d'aide aux pays	38

NOS CHIFFRES NE DISENT PAS TOUT

Depuis 1992, le FEM a investi plus de 18,1 milliards de dollars et mobilisé 94,2 milliards de dollars de ressources additionnelles à l'appui de 4 500 projets réalisés dans 170 pays.



UN CHANGEMENT DE CAP AU FEM POUR PROTÉGER ET RESTAURER L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Le FEM a été créé la veille du Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992 dans le but de financer des actions menées à travers le monde entier pour protéger l'environnement mondial. Il fait office de mécanisme financier des conventions mondiales sur les changements climatiques, la diversité biologique, la désertification, les polluants organiques persistants (POP) et le mercure, et a également pour mandat de promouvoir des actions dans le domaine des eaux internationales, y compris les océans et les mers.

Depuis sa création, le FEM a financé plus de 4 500 projets dans 170 pays et des milliers d'autres à travers son Programme de microfinancements. Comme le montre cette publication, ces investissements ont eu d'importants effets positifs pour l'environnement au titre des Conventions et dans tous les domaines d'intervention du FEM.

Mais les pressions exercées sur l'environnement mondial se font persistantes, au point de dépasser les efforts déployés pour les réduire. Et les enjeux ne sauraient être plus élevés. La lutte pour l'environnement mondial est aussi une lutte pour la nature et les êtres humains. Ces derniers sont tributaires de la santé et de la vitalité des systèmes terrestres partout dans le monde. Les pays ne pourront réaliser leurs objectifs de développement durable que si le patrimoine naturel dont ils dépendent est préservé.

Face à cette dure réalité, le réseau du FEM a récemment décidé de changer de cap dans ses activités afin d'obtenir de meilleurs

résultats et d'aider à relever ce défi croissant. Cette décision est énoncée dans le document intitulé Summary of the Negotiations of the Seventh Replenishment of the GEF, qui résume les négociations de la septième reconstitution des ressources du Fonds. En plus de réaliser ses investissements traditionnels au titre des Conventions, le FEM :

- i. procède à une orientation stratégique de ses financements afin de catalyser une *transformation profonde des systèmes essentiels qui entraînent des pertes environnementales importantes, notamment l'énergie, les villes et les ressources alimentaires* ;
- ii. accorde une priorité aux projets et *programmes intégrés* qui s'attaquent à plus d'un problème environnemental mondial à la fois, en s'appuyant sur sa position unique et sur son mandat qui consiste à régler un large éventail de problèmes environnementaux mondiaux ; et
- iii. met en œuvre de nouvelles stratégies et politiques visant à améliorer les résultats, *notamment une collaboration renforcée avec le secteur privé, les populations autochtones et la société civile, ainsi qu'un accent accru mis sur l'égalité des sexes.*

La présente publication relate ce changement de cap au sein du partenariat que constitue le FEM. L'objectif est clair : aller au-delà de la routine et inverser la tendance actuelle des pertes environnementales mondiales.





PROGRAMMES À IMPACT POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES

Le lien entre le changement climatique, la biodiversité et la dégradation des sols offre une occasion idoine d'obtenir des résultats au moyen de synergies. Saisir cette occasion c'est s'attaquer aux facteurs de la dégradation de l'environnement, et pas seulement à ses symptômes. À cette fin, le FEM a élaboré trois Programmes à impact

qui portent respectivement sur les systèmes alimentaires, l'utilisation et la restauration des terres ; les villes durables ; et la gestion durable des forêts. Ensemble, ces programmes s'attaquent aux principaux facteurs de dégradation de l'environnement et offrent au FEM la possibilité de contribuer à un changement systémique.

SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET UTILISATION ET RESTAURATION DES TERRES

L'impact du système alimentaire mondial sur la biodiversité et les services écosystémiques est énorme. Quarante pour cent de la masse terrestre (hors déserts, glace pérenne et lacs) étant exploités à des fins de production alimentaire, les possibilités de dégradation de l'environnement ne feront que se multiplier à mesure que l'agriculture se développera. Dans le même temps, près de 2 milliards d'hectares de terres cultivées, de pâturages, de forêts et de régions boisées sont soumis à la dégradation, qui a des effets néfastes sur les services écosystémiques, notamment la fourniture d'eau, de ressources alimentaires, de combustible, d'air pur et d'habitats d'animaux.

Le FEM utilise ses financements pour aider les pays à veiller à l'intégration des terres productives dans des paysages qui fournissent des services écosystémiques et protègent les écosystèmes naturels et les sols dont ils sont tributaires. Les zones de production alimentaire sont ancrées autour d'un solide plan détaillé d'affectation des terres qui répond simultanément à une gamme complète de besoins locaux, dont la disponibilité de l'eau, des cultures nutritives et rentables pour les familles et les marchés locaux, et l'amélioration de la santé humaine, tout en contribuant au développement économique national et aux engagements pris par les pouvoirs publics (par exemple, les

CDN, la NDT, les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, le Défi de Bonn) et en soutenant la préservation de la biodiversité, l'atténuation des effets du changement climatique et la fourniture de produits alimentaires et commerciaux aux chaînes d'approvisionnement internationales.

La recherche d'un impact transformateur à grande échelle se fait dans trois domaines d'action prioritaires : 1) la promotion de systèmes alimentaires durables pour s'attaquer aux externalités négatives dans les chaînes de valeur ; 2) la promotion des chaînes d'approvisionnement en produits agricoles qui se passent du déboisement ; et 3) la promotion de la restauration à grande échelle de paysages dégradés pour une production et des services écosystémiques durables. Ces priorités ne s'excluent pas mutuellement et peuvent être favorisées par une approche globale de l'aménagement du territoire. Lorsque les systèmes alimentaires et écologiques sont intégrés aux paysages, la mise en œuvre à grande échelle d'une série de stratégies et d'interventions connexes peut permettre de relever des défis multiples simultanément et en fonction des besoins spécifiques du site.

VILLES DURABLES

Le monde connaît une urbanisation rapide. Selon les Nations Unies, près de la moitié de la population mondiale vit dans des villes, et cette proportion devrait s'établir à près de 70 % d'ici 2050. De plus, cette croissance sera concentrée pour l'essentiel dans les pays en développement, près de 90 % de l'augmentation se produisant dans des villes d'Asie et d'Afrique. Les villes représentent par conséquent le meilleur point de départ pour prendre en compte trois mégatendances qui constituent des facteurs de dégradation de l'environnement mondial, à savoir l'urbanisation, la montée de la classe moyenne et la croissance démographique.

On doit aux villes 80 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Elles consomment plus de 75 % de la fourniture énergétique mondiale et génèrent 70 % des émissions de gaz à effet de serre. Elles sont de plus en plus étouffées par la circulation, la pollution atmosphérique et la production de déchets. Répondre aux besoins de production et de consommation des populations urbaines pèse lourdement sur les écosystèmes ruraux et urbains, tant au niveau local que mondial. L'expansion physique des zones urbaines peut directement compromettre la fourniture des services écosystémiques essentiels par les forêts et la biodiversité, tels que la pureté de l'air, l'intégrité du captage des eaux, la maîtrise des eaux pluviales et la conservation de l'énergie.

Si elles sont bien gérées, des villes compactes, résilientes, inclusives et économes en ressources pourraient devenir des moteurs de l'économie verte, contribuant à la fois à la qualité de vie locale et à l'amélioration de l'environnement mondial.

Au niveau de chaque ville, le Programme à impact « Villes durables » vise à créer des possibilités de renforcer l'intégration, d'améliorer l'efficacité, les synergies et d'accroître le retour sur investissement dans le domaine des infrastructures urbaines. Il soutient une approche intégrée visant à promouvoir la planification et la réalisation intersectorielles et globales en matière d'urbanisme, dans la poursuite des objectifs suivants :

- décarbonisation des villes ;
- prévention de la perte ou de la dégradation des habitats dans les zones périurbaines ;
- intégration des systèmes alimentaires pour prévenir la perte ou la dégradation des terres agricoles et réduire les externalités négatives dans le système de logistique et de transport pour la distribution alimentaire ;
- promotion d'une approche d'économie circulaire prenant en compte les techniques des nouveaux matériaux et les études de conception, l'utilisation par les consommateurs, ainsi que la récupération et le recyclage ; et
- promotion d'une conception urbaine résiliente pour absorber les chocs potentiels dus au changement climatique et à d'autres mutations.

Le Programme à impact « Villes durables » du FEM s'articule autour de la Plateforme mondiale pour des villes durables (GPSC), qui vise à créer un réseau solide de villes jouant le rôle d'ambassadeurs de la durabilité urbaine. Cette plateforme renforce les possibilités d'un soutien, d'un apprentissage et d'un partage de connaissances de pointe. La Plateforme mondiale soutient les villes en élargissant l'accès aux compétences techniques et aux financements, et facilite le partage des connaissances entre les villes par le biais des principaux réseaux mondiaux de villes, des institutions financières et des fournisseurs de technologies.

En outre, le programme joue également un rôle important dans la promotion de la cause de la durabilité urbaine dans les politiques publiques, aux niveaux national et mondial. Il encourage la prise en compte d'idées dans les cadres de politiques et les dispositifs institutionnels locaux et facilite des synergies plus fortes entre les administrations nationales et municipales.

À la fin de 2019, le Programme à impact « Villes durables » bénéficiait d'un soutien multiforme des partenaires suivants : Groupe de la Banque mondiale, C40, WRI, ICLEI, BID, ONUDI, BAD, DBSA, PNUE, PNUD, ONU-HABITAT et ESA.



GESTION DURABLE DES FORÊTS



Les forêts recouvrent environ 30 % de la surface terrestre de la planète, soit approximativement 4 milliards d'hectares¹. Le développement rapide et les utilisations concurrentes des terres, en particulier comme terres d'agriculture et de pâturage, de plantations commerciales et d'expansion d'infrastructures, ont entraîné la disparition de vastes étendues de forêts à travers le monde. Ces menaces font peser de lourdes pressions sur les zones forestières naturelles restantes et la biodiversité d'importance mondiale qu'elles abritent. Les sollicitations concurrentes des terres continueront de s'intensifier au fur et à mesure que la population humaine augmentera. Au cours des 25 dernières années, l'étendue des forêts du monde s'est rétrécie d'environ 3 %. Pourtant, sur la même période, le taux de perte nette des forêts a chuté de plus de 50 %². Des progrès ont été accomplis dans le ralentissement du déclin des forêts grâce à une batterie de mesures, dont certaines des plus importantes sont des formules de protection, de gestion et de restauration des forêts qui sont au cœur de la gestion durable des forêts.

Il existe peu d'endroits au monde où des biomes forestiers sont encore intacts et offrent la possibilité de recourir à une approche plus concertée et intégrée de la gestion durable des forêts. L'Amazonie, le bassin du Congo et certains paysages de terres arides importants dans le monde représentent les dernières zones géographiques où l'on peut mettre à l'essai une approche différente du développement à long terme. Ces biomes revêtent une importance mondiale pour la biodiversité et le stockage de carbone, fournissent des moyens de subsistance aux communautés qui doivent leur survie aux forêts et à l'agriculture et, de ce fait, constituent des « écosystèmes cruciaux » dans lesquels une approche concertée de la GDF peut être utile. Dans ces écosystèmes d'importance mondiale, il est possible de changer la trajectoire future du développement en la détournant de l'épuisement des ressources naturelles et de l'érosion de la biodiversité pour

l'asseoir sur la gestion du capital naturel et des zones d'activité économique terrestres. Les dernières données scientifiques indiquent également que ces écosystèmes d'importance mondiale nécessitent une gestion intégrée à l'échelle de l'écosystème pour préserver leur « intégrité écologique et leur fonctionnement » et pour contribuer à l'amélioration de l'environnement mondial. Compte tenu de l'envergure de ces biomes, un ensemble complet d'investissements de grande ampleur s'impose, car des projets fragmentés et isolés ne suffiront pas pour maintenir l'intégrité de ces grands écosystèmes uniques et d'importance mondiale.

Les trois cibles géographiques du Programme à impact « Gestion durable des forêts » (Amazonie, bassin du Congo et terres arides) sont les grands écosystèmes et probablement les derniers endroits où une approche de gestion forestière durable intégrée et concertée peut véritablement transformer le cours du développement et produire des effets positifs multiples pour la biodiversité, le changement climatique et la dégradation des terres. La nouveauté qu'apporte ce Programme à impact réside dans le fait que le FEM préservera l'intégrité écologique de biomes entiers en concentrant les interventions et les investissements dans une démarche qui tient compte d'une coordination transfrontalière régionale efficace. Le Programme à impact « Gestion durable des forêts » s'attaque aux facteurs de perte et de dégradation des forêts par des stratégies visant à créer un environnement plus propice à la gouvernance forestière, soutenir la planification de l'utilisation rationnelle des terres dans des paysages à usage mixte, renforcer la gestion et le financement des aires protégées, clarifier le régime foncier et d'autres politiques pertinentes, soutenir la gestion des terres d'agriculture commerciale et de subsistance afin de réduire les pressions exercées sur les forêts adjacentes, et recourir à des mécanismes financiers et à des incitations pour assurer une gestion durable des forêts.

¹ Évaluation des ressources forestières mondiales 2015, FAO : <http://www.fao.org/3/a-i4793f.pdf>

² Ibid.





DOMAINES D'INTERVENTION POUR DES INVESTISSEMENTS CIBLÉS

L'urgence de relever les défis environnementaux mondiaux de manière intégrée ressort dans les stratégies des domaines d'intervention de FEM-7 ainsi que dans les Programmes à impact. Les domaines d'intervention restent la clé de voûte de l'organisation pendant FEM-7 et permettent aux pays de mettre en place des interventions ciblées et distinctes là où elles sont les mieux indiquées pour atteindre des objectifs environnementaux cruciaux.

Dans le même temps, le FEM examine les possibilités de tirer parti de ces investissements dans plusieurs domaines d'intervention à la fois. Par exemple, de nombreuses interventions axées sur la prise en compte systématique de la biodiversité auraient des effets positifs liés au climat, tout comme bien d'interventions favorisant la neutralité en matière de dégradation des terres.

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Le FEM a financé, dans plus de 155 pays, 1 692 projets axés sur la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité mondiale.

En tant que mécanisme de financement des aires protégées le plus important au monde, le FEM a investi dans plus de 3 300 aires protégées couvrant plus de 860 millions d'hectares, soit une superficie supérieure à celle du Brésil. Le FEM a également contribué à la protection de la biodiversité et à l'aménagement de plus de 350 millions d'hectares de zones d'activité économique terrestres et marines.

Le FEM a en outre soutenu l'élaboration de cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques dans 126 pays et, par la suite, leur mise en œuvre au titre du Protocole de Cartagena.

Pendant FEM-7, l'objectif de la stratégie du FEM dans le domaine d'intervention « diversité biologique » est de préserver la biodiversité d'importance mondiale dans les paysages terrestres et marins. À cette fin, les investissements du FEM contribuent à la réalisation des objectifs suivants :

- Prendre systématiquement en compte la biodiversité dans les secteurs ainsi que dans les paysages terrestres et marins ;
- S'attaquer aux facteurs directs pour protéger les habitats et les espèces ; et
- Affiner les politiques et le cadre institutionnel relatifs à la biodiversité.

L'aide du FEM à la prise en compte systématique de la biodiversité met l'accent sur la gestion durable de cette dernière dans les zones d'activité économique terrestres et marines et veille à ce que l'impact des secteurs productifs sur la diversité biologique soit évité ou considérablement atténué ou réduit au maximum. Cela passe par l'amélioration de l'aménagement du territoire, de l'élaboration des politiques sectorielles et de la prise de décisions économiques reposant sur l'évaluation de la biodiversité et des biens et services écosystémiques qu'elle fournit à la société, ainsi que par l'amélioration des approches de gestion de la biodiversité, notamment la mise à contribution de cette dernière dans l'agriculture durable. En outre, le FEM continue de renforcer les capacités des pays en matière de lutte contre le commerce illicite d'espèces sauvages et l'utilisation non durable des espèces, en accordant la priorité aux espèces menacées et aux espèces sauvages.

Pour s'attaquer directement aux facteurs afin de protéger les habitats et les espèces, le FEM soutient principalement les investissements visant à améliorer l'efficacité et la durabilité des réseaux d'aires protégées. Qui plus est, le FEM continue d'investir dans la prévention et la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, en particulier dans les écosystèmes insulaires.

Le FEM appuie la mise en œuvre complète et efficace des Protocoles de Cartagena et de Nagoya afin d'améliorer les politiques, la planification et les examens en matière de biodiversité.



CONSERVATION DES BASSINS HYDROGRAPHIQUES CÔTIERS DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le projet « Conservation des bassins hydrographiques côtiers dans le contexte du changement climatique » est une initiative de collaboration de trois agences fédérales au Mexique, à savoir la Commission nationale des aires protégées (CONANP), la Commission nationale des forêts (CONAFOR), l'Institut national d'écologie et de changement climatique (INECC) et une institution privée, le Fonds mexicain pour la conservation de la nature (FMCN). Ce projet promeut la gestion intégrée de l'environnement de 16 bassins hydrographiques côtiers afin de préserver la biodiversité, contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique et améliorer l'utilisation durable des terres. Six de ces bassins hydrographiques se trouvent le long du golfe du Mexique et dix autres le long de la partie continentale du golfe de Californie dans des régions fortement touchées par le changement climatique et abritant une biodiversité d'importance mondiale. Après quatre ans de mise en œuvre, 1,2 million d'hectares d'aires protégées dans les bassins hydrographiques sont en train d'être regroupés en vue d'une gestion efficace. Le projet a obtenu 28,6 millions de dollars de fonds de dotation, qui ont permis de mobiliser des fonds d'un montant équivalent pour assurer sa poursuite à long terme. La CONAFOR fournit des fonds aux propriétaires forestiers qui conservent 12 212 hectares de couloirs biologiques essentiels pour le jaguar (*Panthera onca*). L'INECC a élaboré six plans d'action intégrés pour les bassins hydrographiques (IWAP) afin de préserver des services écosystémiques clés tels que l'apport d'eau et la rétention des sols. Des coalitions d'ONG et de producteurs utilisent ces plans d'action pour mobiliser des subventions, le secteur privé les utilise pour déterminer des mesures et des zones pour compenser l'impact de ses activités, tandis que la CONAFOR attribue une cote supérieure aux zones définies comme prioritaires par ces plans en vue de paiements qu'elle verse pour les services écosystémiques, couvrant 1,1 million d'hectares dans les bassins hydrographiques retenus. En 2016, les émissions évitées et le carbone piégé dans le cadre des activités financées par le projet ont atteint 58 % de l'objectif de réduction des émissions du projet, qui était de 4 105 tonnes métriques de dioxyde de carbone.

Les progrès réalisés dans la seconde moitié de la phase de mise en œuvre seront mesurés au cours du second semestre de 2019.

COMMERCE ILLÉGAL D'ESPÈCES DE LA FAUNE SAUVAGE ET PROGRAMME MONDIAL POUR LA FAUNE

La biodiversité est de plus en plus menacée par le commerce illégal d'espèces sauvages, particulièrement intense en Afrique et en Asie, où des espèces emblématiques telles que l'éléphant d'Afrique, les rhinocéros blanc et noir et les pangolins, victimes de braconnage, sont en voie d'extinction. La criminalité liée aux espèces sauvages prive également les communautés de leur capital naturel et de leurs moyens de subsistance, aggrave la pauvreté, creuse les inégalités et menace la sécurité nationale en créant de l'instabilité et en attisant les conflits. Face à cette crise, le FEM a entrepris de soutenir le Programme mondial pour la faune (GWP), une initiative innovante qui vise à réduire l'offre, le commerce et la demande de produits de la faune.

L'objectif principal de ce programme est de mettre fin au braconnage des animaux dans les forêts et les savanes d'Afrique, tout en réduisant la demande de produits issus de la faune et de la flore sauvages en Asie. Le Programme mondial pour la faune, financé à hauteur de 131 millions de dollars, couvre 19 pays d'Afrique et d'Asie (Botswana, Cameroun, Afrique du Sud, Éthiopie, Gabon, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Afghanistan, Inde, Indonésie, Philippines, Thaïlande et au Viet Nam). Il devrait mobiliser des financements supplémentaires de 704 millions de dollars au cours de ses sept années de mise en œuvre.

Il permet d'améliorer la gestion de plus de 21,8 millions d'hectares d'aires protégées en Afrique et de 4,5 millions d'hectares en Asie, des habitats essentiels pour des espèces cruciales. En outre, il devrait permettre d'améliorer la gestion de 30 millions d'hectares de paysages terrestres et marins et d'éviter l'émission de 25 millions de tonnes de dioxyde de carbone.

ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le FEM fournit un appui essentiel aux pays afin de les aider à emprunter une trajectoire de développement sobre en émissions.

Depuis 1991, le FEM a financé plus de 1 300 projets d'atténuation du changement climatique dans 167 pays et aidé ces derniers à s'acquitter de leurs obligations en matière de rapports et de communication envers les instances de la CCNUCC et à renforcer leurs capacités d'élaboration de politiques et de prises de décisions concernant le climat.

Ces projets ciblent un vaste éventail de secteurs, notamment transfert de technologie, efficacité énergétique, énergies propres, systèmes de transport et systèmes urbains durables, agriculture climato-intelligente, et gestion durable des terres et des forêts. Ensemble, les investissements du FEM devraient, au fil du temps, contribuer à la réduction d'émissions directes et indirectes de GES à hauteur de 8 milliards de tonnes métriques, ce qui équivaldrait à retirer 1,8 milliard de véhicules de la circulation pendant un an.

La stratégie d'atténuation du changement climatique pour FEM-7 vise à aider les pays en développement à opérer des transformations profondes en empruntant des trajectoires de développement sobres en émissions qui soient compatibles avec les objectifs de la CCNUCC et de l'Accord de Paris. Dans le cadre de l'architecture évolutive des financements climatiques, cette stratégie a vocation à compléter autant que possible d'autres sources de financements climatiques, telles que le Fonds vert pour le climat.

S'appuyant sur la longue expérience du FEM dans la promotion de l'innovation et la création de conditions favorables, cette stratégie vise également à favoriser la participation du secteur privé et à accroître les investissements dans les technologies à faible émission de carbone. Tenant compte de ces objectifs, la stratégie d'atténuation adoptée pour FEM-7 cherche à exploiter et à maximiser les synergies avec les autres domaines d'intervention du FEM, notamment par le biais d'une programmation intégrée axée sur les villes durables, la gestion durable des forêts, et les chaînes de valeur des produits alimentaires.

Pour atteindre l'objectif ambitieux consistant à réduire (ou éviter) les émissions de gaz à effet de serre équivalant à au moins 1,5 milliard de tonnes de CO₂, la stratégie d'atténuation repose sur trois piliers fondamentaux :

Promouvoir l'innovation et le transfert de technologies en vue de grandes avancées dans les énergies durables. La technologie est l'une des clés de la réduction ou du ralentissement de la croissance des émissions de gaz à effet de serre et de la stabilisation de leurs concentrations. Le FEM focalise ses efforts dans quatre domaines : i) énergies renouvelables décentralisées grâce au stockage d'énergie ; ii) technologies de propulsion électrique et mobilité électrique ; iii) adoption accélérée de l'efficacité énergétique ; et iv) innovation dans les technologies propres.

Faire la démonstration des solutions envisageables d'atténuation ayant des impacts systémiques. Le FEM mènera des initiatives globales et intégrées de migration par le biais de ses Programmes à impact portant sur les villes durables, les systèmes alimentaires, les terres et leur restauration, et la gestion durable des forêts. Le Programme à impact « Villes durables », par exemple, cible des interventions urbaines offrant des possibilités importantes d'atténuation des effets du changement climatique afin d'aider les villes à adopter une démarche intégrée pour passer à un développement urbain résilient et sobre en émissions.

Promouvoir des conditions favorables à la prise en compte systématique des considérations liées à l'atténuation dans les stratégies de développement durable. Le FEM continue de prendre en compte la nécessité de créer des conditions propices à l'intégration des préoccupations liées au changement climatique dans les plans et programmes de développement nationaux en soutenant les activités habilitantes, notamment la mise en application des obligations découlant des Conventions et l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence, grâce à des bases de données, des analyses et des politiques rationnelles.

SOUTENIR LA PRÉPARATION DE PROJETS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE

Le FEM a consacré 10 millions de dollars de ses ressources propres à la capitalisation du guichet de financement de la préparation de projets de la Facilité pour l'inclusion énergétique (FEI), un fonds de créances de plus de 500 millions de dollars qui accorde la priorité aux investissements dans l'accès aux énergies renouvelables en Afrique. La FEI, dont le premier exercice a été clôturé en août 2018 grâce à des fonds du FEM, de la BAD, du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), du Fonds de développement nordique et de Calvert Impact Capital, fournit des financements sous forme de créances prioritaires et de crédits mezzanines à de petits producteurs indépendants (PPI) et pour des projets de mini-réseaux. Les coûts de préparation des projets sont remboursés par les promoteurs des projets retenus, ce qui permet à la facilité de rester financièrement viable sur le long terme et de continuer à soutenir la préparation de nouveaux projets de production d'énergie à faible émission de carbone dans la région. La facilité devrait fournir des dons remboursables à l'appui de 10 à 15 projets d'énergie renouvelable, qui contribueraient à une réduction estimée de 8,7 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et mobiliseraient des ressources substantielles auprès de promoteurs de projets du secteur privé et d'investisseurs en actions.

CATALYSER LE PASSAGE À LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE DANS LE MONDE

Le secteur des transports est responsable d'environ un quart de l'ensemble des émissions mondiales liées à l'énergie. Le parc mondial de véhicules étant appelé à doubler d'ici 2050, le GIEC estime que, pour que le secteur s'aligne sur l'Accord de Paris, tous les nouveaux véhicules devront être électriques à partir de 2035. Le nouveau Programme mondial sur la mobilité électrique pour FEM-7 répond à ce défi en soutenant l'introduction rapide de la mobilité électrique dans les pays à revenu faible et intermédiaire par des activités menées aux niveaux mondial, régional et national. Il s'appuie sur une base solide de connaissances et des capacités de sensibilisation tout aussi solides développées par les principaux programmes de mobilité électrique de l'AIE et d'ONU Environnement pour réduire les risques liés à l'investissement dans les véhicules électriques grâce à des projets témoins qui amènent à prendre conscience des enjeux et renforcent les capacités des pays en développement. Le programme établit des groupes de travail thématiques mondiaux sur les véhicules légers et lourds, l'infrastructure de charge, l'intégration au réseau et les batteries, afin d'aider les pays participants grâce à des orientations sur l'action des pouvoirs publics et à des produits du savoir. En outre, des plateformes d'appui à l'investissement sont en cours de création en Asie, en Afrique et en Amérique latine, avec la participation et les contributions du secteur privé. L'investissement de 30 millions de dollars réalisé par le FEM, qui mobilise un cofinancement d'un montant supérieur à 430 millions de dollars, aide les pays bénéficiaires à atteindre leurs objectifs liés aux transports fixés dans le cadre des CDN de l'Accord de Paris, contribuant

ainsi à réduire les émissions d'environ 67 millions de tonnes d'équivalent CO₂ dans le premier groupe de 17 pays participants (Antigua-et-Barbuda, Arménie, Burundi, Chili, Costa Rica, Inde, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Madagascar, Maldives, Ouzbékistan, Pérou, Sainte-Lucie, Seychelles, Sierra Leone, Togo et Ukraine).

IMPULSER LA TRANSITION VERS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EN INDE

En Inde, où le potentiel d'efficacité énergétique du côté de la demande est immense, le FEM s'est associé à Energy Efficiency Services Limited (EESL), une institution financière innovante du secteur public qui est aussi une société de services énergétiques. Le projet vise à soutenir le développement du modèle d'économie d'énergie d'EESL dans les domaines de l'éclairage domestique et public, grâce à la promotion et à la fourniture d'ampoules LED à haut rendement, ainsi qu'au développement de nouveaux secteurs d'activité, tels que les ventilateurs de plafond ultra efficaces dans le secteur de la trigénération résidentielle (c'est-à-dire énergie, chauffage et refroidissement) et les réseaux intelligents. Mobilisant plus de 400 millions de dollars de ressources supplémentaires, les ressources du FEM visent à fournir à EESL l'assistance technique et le capital-risque nécessaires pour intensifier les activités dans les domaines porteurs et ouvrir de nouvelles branches d'activité. Menée conjointement par la BAD et le PNU, cette initiative devrait perdre des réductions d'environ 38 millions de tonnes d'émissions de GES directes et 22 millions de tonnes d'émissions indirectes d'ici 2032.

LE « TEN ISLAND CHALLENGE » DU FEM : DÉTERMINER LA TRANSITION DES CARAÏBES DES COMBUSTIBLES FOSSILES AUX RENOUVELABLES

Le Ten Island Challenge, financé par le FEM, est un programme régional d'une durée de quatre ans qui vise à accélérer la transition des économies insulaires des Caraïbes d'une forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles vers une plateforme diversifiée d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, établissant par là même un plan pour les autres petits États insulaires en développement (PEID). Grâce à l'élaboration de stratégies nationales de transition énergétique et à la constitution d'une réserve de projets d'investissement, à ce jour, le programme a déjà contribué à une augmentation de 8 % de la pénétration des énergies renouvelables dans les pays participants (au regard du pourcentage moyen pondéré des énergies renouvelables dans la production d'énergie dans les cinq pays participants). Parallèlement, des projets d'énergie solaire photovoltaïque représentant plus de 10 mégawatts ont été déployés dans les pays participants, mobilisant plus de 15 millions de dollars de capitaux du secteur privé. Enfin, pour favoriser le partage des connaissances sur la transition énergétique entre les PEID, le programme a lancé la plateforme régionale de gestion des connaissances, la Communauté des énergies renouvelables de la CARILEC (CAREC), conjointement avec CARILEC, l'association régionale de fournisseurs de solutions d'énergie électrique.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le FEM soutient l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement par le biais du Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA), qui répond aux besoins d'adaptation urgents, à moyen et à long terme, des pays les moins avancés, et du Fonds spécial pour les changements climatiques, accessible à tous les pays en développement. Établis en 2001 lors de la septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ces deux fonds appuient également la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Ils ont financé 343 projets d'adaptation dans plus de 130 pays, procurant directement des avantages à plus de 27 millions de personnes, et plaçant près de 7 millions d'hectares de terres sous gestion résiliente au climat.

Le Fonds pour les PMA propose une planification de l'adaptation afin de répondre aux besoins en résilience à différentes échelles temporelles. Il fournit des financements visant à renforcer la résilience dans les divers paysages et secteurs qui constituent des priorités pour les 47 PMA actuels. Il soutient le renforcement des capacités dans les pays afin de leur permettre de mieux cerner les risques, la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique, mais aussi de mieux accéder aux financements climatiques et de s'acquitter de leurs obligations en vertu de la CCNUCC.

Le Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds spécial) est accessible à tous les pays en développement. Soutenant 78 projets, il met l'accent sur le transfert de technologies, l'innovation et la participation du secteur privé, ainsi que sur une poursuite à grande échelle efficace.

La stratégie d'adaptation retenue pour FEM-7 a pour objectif de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité aux effets néfastes du changement climatique dans les pays en développement, et d'accompagner leurs efforts de renforcement de leurs capacités d'adaptation. Cet objectif s'aligne totalement sur l'objectif global de l'Accord de Paris concernant l'adaptation. La stratégie souligne trois objectifs pour le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial :

Réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience grâce à l'innovation et au transfert de technologies pour l'adaptation au changement climatique. Des réponses efficaces au changement climatique nécessitent des innovations technologiques, sociales et institutionnelles, qui pourraient être de nature progressive ou transformatrice. Le transfert, l'adaptation et la mise en service de technologies de résilience climatique dans le monde en développement s'imposent en raison des effets de plus en plus évidents du changement et de la variabilité climatiques.

Prendre systématiquement en compte l'adaptation au changement climatique et la résilience en vue d'un impact systémique. L'adaptation présente un défi systémique transversal pour les écosystèmes et les moyens de subsistance. Le FEM redouble d'efforts pour élaborer des projets d'adaptation qui répondent également à d'autres défis liés à l'environnement et au développement durable. À titre d'exemple, le FEM contribue à la mise en place de systèmes de production des petites exploitations agricoles résilients au changement climatique, et au développement de villes offrant des solutions de développement efficaces, intégrées et durables, tout en renforçant la résilience des populations et des infrastructures au changement et à la variabilité climatiques et en apportant des solutions énergétiques propres et résilientes, en particulier au profit des populations vulnérables.

Favoriser les conditions propices à une adaptation effective et intégrée au changement climatique. Le FEM continue d'aider les pays à élaborer des plans nationaux d'adaptation dans le cadre de la CCNUCC. Ces plans constituent un cadre auquel les pays peuvent se référer pour intégrer les considérations d'adaptation au changement climatique dans la planification et les processus à long terme. Par exemple, le FEM pourrait aider à promouvoir des approches intégrées qui permettent aux pays de continuer à répondre à leurs besoins urgents et immédiats, tout en renforçant les cadres et capacités institutionnels requis pour appliquer des stratégies d'adaptation allant au-delà des projets et programmes individuels.

La nouvelle stratégie met également l'accent sur le renforcement de la complémentarité avec d'autres sources de financements climatiques clés, tels que le Fonds vert pour le climat, et aide à répondre à la demande croissante d'appui à l'adaptation et à renforcer les leviers financiers.

Avec le mandat particulier que le FEM remplit pour plusieurs conventions multilatérales sur l'environnement, le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial peuvent offrir un soutien efficace qui capitalise sur les synergies et des effets positifs multiples. Par exemple, à ce jour, environ 50 % des projets de mise en œuvre du Fonds pour les PMA ont contribué à la gestion de la dégradation des sols et de la biodiversité. Quatre-vingt-quinze pour cent des projets du Fonds pour les PMA s'alignent dans une certaine mesure sur le développement des synergies avec d'autres domaines d'intervention du FEM. Bien que les solutions intégrées aient déjà fait leurs preuves, grandes sont les possibilités de les exploiter de manière plus systématique et intentionnelle en vue d'obtenir un impact plus important, ce à quoi s'attèlent le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial pendant FEM-7.

GESTION DURABLE DES TERRES EN ÉTHIOPIE DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE GRANDE MURAILLE VERTE

Les changements climatiques exposent le secteur agricole éthiopien à un risque de perte d'accès à l'eau. Un projet financé par le FEM a permis d'expérimenter l'agriculture climato-intelligente dans 30 districts du pays (les woredas), couvrant 70 microbassins hydrographiques, 149 associations de paysans et 2 886 ménages dans six régions d'intervention. Ce projet du Fonds pour les PMA a reçu un prix de la Banque mondiale pour l'innovation et l'excellence qu'il a apportées dans l'amélioration des droits fonciers des jeunes et des femmes dépourvus de terre, notamment en garantissant les droits d'utilisation des terres communales dégradées et réhabilitées pour diverses activités génératrices de revenus basées sur les ressources naturelles. Au total, plus de 575 000 hectares de terres dégradées ont déjà été réhabilités grâce à diverses mesures de conservation physiques et biologiques des sols et des eaux. Le projet a également profité à environ 80 000 personnes tributaires de la forêt en 2017.

RÉDUCTION DES RISQUES D'INONDATIONS URBAINES AU NIGER

Les eaux du fleuve Niger ont atteint des niveaux record ces dernières années, ce qui a entraîné des inondations de plus en plus imprévisibles et dévastatrices dans les zones environnantes. Ces conditions illustrent les effets combinés de la dégradation des terres, la détérioration des infrastructures de protection, la réduction de la capacité d'infiltration des sols dans les zones situées en amont, une occupation des sols et un urbanisme qui laissent à désirer, et du manque de systèmes d'alerte précoce. Ces problèmes, conjugués à la croissance démographique rapide et à la pauvreté généralisée, rendent le Niger extrêmement vulnérable aux effets négatifs du changement climatique. Ce projet aide le Niger à renforcer sa résilience aux aléas naturels, en particulier aux inondations urbaines et périurbaines, en abordant la gestion des risques de catastrophe urbaine par une combinaison innovante d'infrastructures de drainage et de protection contre les inondations en milieu urbain, la restauration de grands périmètres irrigués dans les zones périurbaines, la planification des capacités de drainage et de développement urbain, des pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les bassins hydrographiques situés en amont et le développement des capacités de l'État aux niveaux national et local. Le projet a déjà permis de mettre en place un programme d'eau potable comprenant 45 mini-réseaux et

30 forages équipés, destinés à desservir les personnes déplacées dans la région de Diffa. Le projet a également permis d'achever la construction d'une digue de protection à Niamey, de récupérer 8 364 hectares de terres irrigables, de développer la fixation des dunes et la protection biologique des berges de koris. Le projet fournit un soutien essentiel aux populations des régions touchées par les inondations, environ 4 millions de personnes en bénéficiant directement.

S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE PACIFIQUE

Un projet régional financé par le Fonds spécial pour les changements climatiques (le Fonds spécial) a aidé à renforcer les capacités de 14 petits États insulaires en développement du Pacifique à s'adapter au changement climatique en intégrant des mesures d'adaptation dans leurs politiques et plans de développement pertinents, ainsi que par le biais de projets de démonstration faisant appel aux technologies d'adaptation dans les secteurs de l'eau, de la gestion des côtes et de la sécurité alimentaire. Après cinq ans de mise en œuvre, le projet avait touché plus de 80 communautés ou villages, et plus de 40 560 personnes qui ont ainsi profité d'une réduction de l'incidence des maladies d'origine hydrique grâce à l'installation de purificateurs d'eau solaires, à l'accès à de l'eau salubre et à des installations de stockage, ainsi qu'à des mesures de protection du littoral, telles que l'extension de digues, et plusieurs autres mesures de renforcement de la résilience.

Le projet a également aidé à améliorer les capacités de plus de 160 institutions gouvernementales en matière d'adaptation au changement climatique et de renforcer ou élaborer 20 politiques, plans ou cadres nationaux visant à améliorer l'adaptation. En Micronésie et à Nioué, ce projet a contribué à la création d'une division consacrée au changement climatique, dotée d'un budget conséquent. Aux Îles Marshall, le changement climatique a été intégré aux politiques et plans directeurs nationaux relatifs aux ressources en eau, tandis qu'aux Îles Salomon, il a été intégré aux stratégies et au plan institutionnel du ministère de l'Agriculture. Plusieurs pays ont également intégré les considérations liées au genre dans leurs politiques révisées ou nouvelles. Au niveau régional, le projet a contribué à l'élaboration d'un guide pratique sur la prise en compte systématique du changement climatique dans les plans et projets de développement.

DÉGRADATION DES SOLS

Depuis 2006, année où la dégradation des sols est devenue un domaine d'intervention du FEM, celui-ci a soutenu 220 projets et programmes portant spécifiquement sur la gestion durable des terres pour combattre la désertification et le déboisement, générant ainsi de multiples effets positifs pour l'environnement mondial dans les zones d'activité économique.

Les projets et programmes poursuivis dans le domaine d'intervention « dégradation des sols » ont ciblé 320 millions d'hectares d'agroécosystèmes dans le monde. Si l'on se fonde sur les rapports de mise en œuvre des projets et programmes partiellement en cours, 143 millions d'hectares sont placés sous le régime de la gestion durable des terres (GDT). Ces initiatives ont profité à plus de 80 millions de petits exploitants agricoles à travers diverses activités, telles que l'utilisation d'intrants dans leurs systèmes agricoles, l'amélioration des structures d'irrigation, la formation et le renforcement des capacités, ainsi que la recherche de solutions de rechange en ce qui concerne les moyens de subsistance.

L'investissement du FEM a permis de lutter contre la dégradation des sols dans le monde, tout en améliorant les moyens de subsistance de millions d'habitants de zones rurales dont l'agriculture est le gagne-pain.

Le FEM est bien placé pour aider les pays à mettre en œuvre les décisions prises en vertu des conventions et faciliter la coordination des investissements dans les pratiques de gestion durable des terres, y compris la NDT. Les investissements du FEM visent à s'attaquer aux facteurs de la dégradation des sols, une évaluation fiable de l'expérience et des connaissances existantes, la production de connaissances et l'accumulation de l'expérience. La stratégie du FEM a deux objectifs principaux :

SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE SUR LE TERRAIN DE LA GESTION DURABLE DES TERRES

Les trois Programmes à impact du FEM constituent une composante majeure de son travail de lutte contre la dégradation des sols et le déboisement. Le Programme à impact « Systèmes alimentaires et utilisation et restauration des terres » offre la possibilité d'adopter une approche intégrée pour la gestion durable des terres afin d'améliorer les perspectives de sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles et des communautés tributaires de l'agriculture pour leur subsistance. Le Programme à impact « Gestion durable des forêts » vise à éviter la poursuite de la dégradation, de la désertification et du déboisement des terres et des écosystèmes des terres arides grâce à la gestion durable des zones d'activité économique. Le Programme à impact « Villes durables » offrira aux pays la possibilité d'intégrer des objectifs de NDT qu'ils se seront fixé librement dans la planification urbaine.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROPICE À LA RÉALISATION D'OBJECTIFS DE NDT LIBREMENT CONSENTIS

Un cadre habilitant propice et un soutien politique global par le biais de la convention sont essentiels à des investissements dans la NDT. Le FEM, par exemple, s'efforce d'intégrer l'outil de NDT dans les cadres de planification existants et dans la planification participative de l'utilisation du territoire, et encourage l'action menée par les pouvoirs publics au niveau national débouchant sur la résolution des problèmes liés au régime foncier qui constituent des obstacles à la réalisation des objectifs relatifs à la NDT. Le FEM réalise par ailleurs des investissements ciblés afin de maintenir et reconstruire des zones d'activité productive, d'atténuer les effets de la sécheresse, de renforcer la résilience et de prévenir les conflits et les migrations.

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ ET AMÉLIORER LES MOYENS DE SUBSISTANCE EN INDE

L'Himalaya est réputé pour sa beauté et la fonction de bassin hydrographique qu'il remplit pour de nombreux pays d'Asie. Mais la dégradation des terres en amont, conjuguée au changement climatique, menace les moyens de subsistance des communautés vivant en aval. En 2006, le FEM a investi 7 millions de dollars dans un projet visant à améliorer les moyens de subsistance grâce à une préservation durable des terres, de l'eau et de la biodiversité. L'initiative, dirigée par la Banque mondiale, a attiré 83 millions de dollars de contributions d'autres partenaires. Après un premier succès engrangé dans 11 districts, les autorités de l'Uttarakhand se sont tournées vers quelque 126 villages de l'Himalaya central, qui abritaient 74 000 personnes. Les communautés ont conçu un plan de gestion des bassins versants dans le cadre de processus participatifs et se sont employées à combattre la dégradation des sols, promouvoir les énergies alternatives et créer d'autres sources de revenus afin d'alléger la pression exercée sur les ressources naturelles. Le projet a permis de réaliser ce qui suit : 20 microbassins hydrographiques ; plantation d'arbres sur 883 hectares, le chêne repoussant naturellement sur 115 hectares ; création de 315 étangs de village et 125 réservoirs de récupération d'eau sur les toits ; et aménagement de 423 sources d'eau. Près de 5 000 briquettes de pin ont été distribuées aux villageois et plus de 3 300 lanternes solaires et 66 usines de biogaz ont été installées.

AMÉLIORER LA GESTION DES TERRES ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE RURAUX

Le Projet de gestion écologique des terres et des moyens de subsistance en milieu rural en Turquie financé par le FEM, mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a suivi une approche multisectorielle intégrée visant à améliorer la durabilité de l'agriculture et de la gestion de l'utilisation des terres forestières par la diffusion et l'adoption de technologies à faibles émissions de carbone ayant des effets positifs sur le plan de la dégradation des sols, du changement climatique, de la préservation de la biodiversité et de l'augmentation de la rentabilité des exploitations agricoles et de la productivité des forêts. Ce projet a été mis en œuvre en Anatolie centrale, qui se caractérise par ses conditions arides et semi-arides. La plupart des activités sont concentrées sur le bassin fermé de Konya, englobant une zone d'activité économique composée de terres agricoles, de pâturages, de forêts, de dunes de sable, ainsi que des zones humides et des plans d'eau. Le bassin abrite également d'importants sites naturels à forte valeur écologique.

Ce projet a eu des effets positifs pour l'environnement mondial, à savoir : réhabilitation de 20 000 hectares de terres forestières dégradées présentant un taux de séquestration annuel de 60 000 tCO₂ eq ; pratique de l'agriculture de conservation sur 50 000 hectares permettant d'éviter des émissions de 20 000 tCO₂ eq/an ; amélioration de la gestion de terrain de parcours sur 30 000 hectares présentant des taux de séquestration annuels de 90 000 tCO₂ ; et prise en compte systématique de la préservation de la biodiversité dans 80 000 hectares de zones d'activité économique, y compris la restauration d'habitats naturels essentiels au maintien de la productivité agricole. Le total des effets positifs indicatifs directs et indirects en CO₂ sur la durée du projet avoisine le million de tonnes d'équivalent CO₂.

INVERSER LA TENDANCE À LA DÉGRADATION DES TERRES EN REDUISANT LA SALINITÉ ET L'ALCALINITÉ DES SOLS

Le Projet de gestion intégrée des terres salines et alcalines de Weinan (Shaanxi) et Luoyang en Chine (ADB) a permis de réhabiliter des terres dégradées et d'améliorer l'environnement physique en réduisant la salinité et l'alcalinité du sol sur 68 000 hectares dans la zone du projet (municipalité de Weinan), et d'atténuer l'impact des inondations sur les habitants de 51 villages, ce qui a contribué à améliorer la production agricole et à augmenter de 50 % les rendements agricoles par zone, au profit de plus de 40 000 petits exploitants agricoles.

L'aide du FEM a permis de démultiplier les effets positifs pour l'environnement du projet grâce à trois principaux domaines d'activité :

i) amélioration de la gestion des sols salins et alcalins par la réhabilitation du système de drainage et l'introduction de meilleures pratiques de gestion durable des terres et des eaux ; ii) amélioration de la résilience des écosystèmes agricoles au changement climatique et réduction des risques d'inondation pour les populations locales ; iii) amélioration de la gestion des zones humides et des moyens de subsistance en milieu rural.

Le projet s'alignait totalement sur les stratégies et plans nationaux établis au titre de la Convention et sur les principales priorités des gouvernements provinciaux. Ainsi, les meilleures pratiques de réhabilitation des terres visant à améliorer la productivité des écosystèmes provinciaux du Shaanxi ont été appliquées, ce qui a finalement conduit à la transformation et au rétablissement de la forêt désertique et des prairies du bassin du fleuve Jaune.

SUBSTANCES CHIMIQUES ET DÉCHETS

Au fil du temps, le FEM s'est orienté vers une approche intégrée des substances chimiques et des déchets qui prend en compte les polluants organiques persistants (POP), les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO), le mercure et l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (ASGIPC) dans un seul et même domaine d'intervention. Cette démarche maximise les effets positifs transversaux pour l'environnement mondial tout en continuant à soutenir chacune des conventions relatives à des substances chimiques. Les investissements contribuent à l'élimination des substances chimiques et des déchets dans le cadre des programmes sur les produits chimiques industriels et agricoles, et un programme est dédié aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement. Le FEM a prêté son concours à 18 pays en transition dans leurs efforts d'atteindre les objectifs d'élimination des SAO fixés par le Protocole de Montréal. Des partenaires nationaux et bilatéraux ont également contribué à ces projets, qui ont permis le transfert de nouvelles technologies, l'amélioration des opérations de recyclage et des formations en réduction de l'utilisation de SAO. Avec l'appui du FEM, la consommation et la production de chlorofluorocarbones (CFC) ont été supprimées, mais il reste encore du travail à faire pour lutter contre d'autres substances qui appauvrissent la couche d'ozone, telles que les hydrochlorofluorocarbones (HCFC).

Depuis 2010, le FEM a investi dans des projets portant sur la gestion et l'utilisation du mercure. Ceux-ci vont des évaluations initiales réalisées au titre de la Convention de Minamata au développement

et au renforcement des capacités, en passant par la gestion des déchets médicaux, la gestion du cycle de vie des produits et déchets contenant du mercure et l'exploitation artisanale de l'or à petite échelle. Depuis 2013, le FEM est un rouage du mécanisme financier de la Convention de Minamata, un traité international visant à protéger la santé humaine et l'environnement des effets néfastes du mercure.

Pour FEM-7, le FEM étudie la possibilité d'exploiter les synergies importantes qui existent entre les domaines d'intervention « eaux internationales » et « substances chimiques et déchets » afin de relever spécifiquement le défi des déchets marins et des microplastiques. Les déchets constitués de plastiques peuvent contribuer au problème des POP, car les POP contenus dans les plastiques peuvent être rejetés dans l'environnement, y compris dans les océans, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit. Les déchets marins qui se présentent sous forme de microplastiques proviennent en grande partie d'activités terrestres et devraient également être pris en compte dans le contexte des problèmes de gestion des déchets auxquels le FEM s'attaque dans ce domaine d'intervention. Conscient de la nécessité de transformer tout le cycle de vie des plastiques afin de réduire la pollution marine, le FEM investit dans quelques initiatives stratégiques d'économie circulaire afin de promouvoir l'adoption de modèles de production et de consommation en boucle fermée en lieu et place d'approches traditionnelles de traitement linéaire des déchets. Ses interventions portent sur les investissements publics/privés destinés à transformer le cycle de vie du plastique.

Nous traversons une ère où de plus en plus de substances chimiques sont produites et utilisées dans tout ce que nous consommons. Nous sommes également rendus à un stade où l'industrie elle-même commence à s'orienter vers des chaînes d'approvisionnement et des activités de fabrication « écologiques » plus durables. Comment l'industrie chimique peut-elle accélérer ce changement ? Quels sont les défis à venir et de quelles innovations et coalitions mondiales avons-nous besoin ?

Le FEM fait office de catalyseur aussi bien pour les États que pour le secteur privé pour aider à éliminer ou à réduire les substances chimiques et les déchets nocifs. La stratégie de programmation du FEM concernant les substances chimiques et les déchets s'appuie sur le travail effectué par le FEM par le passé sur la définition de politiques et de priorités, l'expérimentation de technologies et techniques en vue de déterminer les meilleures pratiques, et la coopération progressive avec le secteur privé afin de promouvoir une gestion rationnelle des substances chimiques et des déchets.

Le FEM a défini deux objectifs stratégiques clés concernant les substances chimiques et les déchets :

- Créer les conditions, les outils et l'environnement propices à la gestion rationnelle des substances chimiques et déchets nocifs ;
- Réduire la prévalence des substances chimiques et déchets nocifs et promouvoir leur remplacement par des technologies et des substances propres.

Les projets du FEM visent une intégration plus poussée avec les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ces efforts contribuent à faire en sorte que les produits qui franchissent les frontières nationales soient exempts de substances constituant une préoccupation prioritaire au niveau mondial, qui autrement entreraient dans les marchés et les chaînes de recyclage. Le FEM peut aider à rassembler les parties prenantes concernées et jouer le rôle de médiateur honnête en facilitant le travail nécessaire pour aider à transformer l'industrie des substances chimiques et les flux de produits et de matières connexes.

GÉRER LES PCB AU MEXIQUE

Dans le monde entier, de nombreux polychlorobiphényles (PCB) sont largement utilisés dans les transformateurs électriques, car ce sont des produits ignifuges utiles. Le Mexique n'utilise plus de PCB dans les nouveaux équipements, mais les plus anciens contiennent toujours cette substance chimique dangereuse. Le FEM a soutenu au Mexique un projet de 4,6 millions de dollars pour la gestion écologiquement rationnelle et la destruction des PCB, mobilisant un financement complémentaire de 10,8 millions de dollars auprès de partenaires. Le projet a dépassé les objectifs fixés, avec l'élimination de près de 2,5 millions de tonnes d'huile contenant des PCB et de 5,4 millions de tonnes de matériel contenant des PCB.

ÉLIMINER PROGRESSIVEMENT LES SAO AU BÉLARUS

Le FEM a soutenu un projet intégré au Bélarus qui visait à éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans le secteur de la réfrigération et des solvants, grâce à un investissement de 7,47 millions de dollars et à la mobilisation de 2,23 millions de dollars de cofinancements. Le projet a aidé à financer la conversion de l'industrie de fabrication de réfrigérateurs à l'utilisation de matières non nuisibles pour l'ozone. Il a aussi fourni des formations et du matériel pour la mise en place de la capacité de réalisation des 3R (récupération, remise en état et recyclage) dans le secteur de la réparation des systèmes de réfrigération industriels, commerciaux et de transport. Ciblant les solvants utilisés dans les procédés industriels, ce projet a aidé à convertir des fabricants d'appareils électroniques et de produits de consommation à l'utilisation de technologies de solvants non nocives pour l'ozone dans leurs processus de production. Ce projet a donné lieu à l'établissement de licences obligatoires en matière de SAO, à des activités de formation, à la certification de techniciens et d'équipements, et à la mise en place d'une procédure d'octroi de permis d'importation et d'exportation. Il a permis d'éliminer environ 523 tonnes de potentiel de destruction de l'ozone (PDO) de CFC et 24 tonnes de PDO d'halons.

RÉDUIRE L'EXPOSITION AU MERCURE DANS LE MONDE

L'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) est la plus grande source anthropique de rejets de mercure au monde. En vertu de la Convention de Minamata sur le mercure, les parties sont convenues de prendre des mesures pour réduire, et si possible éliminer, l'utilisation de cette substance et de ses composés de l'EMAPE. Pour ce faire, le FEM a récemment approuvé un programme mondial de 45 millions de dollars, bénéficiant d'un cofinancement de 136 millions de dollars, baptisé Opportunités mondiales pour le développement à long terme du secteur de l'EMAPE (programme GOLD du FEM). Ce programme couvre huit pays (Pérou, Colombie, Guyana, Philippines, Indonésie, Mongolie, Kenya et Burkina Faso) dans trois des plus grandes régions d'EMAPE, notamment l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

Le programme GOLD du FEM vise à réduire l'utilisation de mercure dans le secteur de l'EMAPE dans les pays participants en facilitant l'accès au financement des mineurs et des communautés minières pour recourir à des technologies et techniques à faible teneur en mercure. Ce programme relie également les mines aux affineurs et aux acheteurs garantis afin de développer des chaînes d'approvisionnement durables pour l'EMAPE.

Les effets pour l'environnement mondial comprennent au moins 145 tonnes de réduction du mercure (environ 10 % des émissions mondiales), mais on s'attend à davantage d'effets positifs en raison du potentiel de reproduction des fonds d'investissement qui seront mis en place. Le projet a également des avantages connexes pour la biodiversité et le climat.

EAUX INTERNATIONALES

Intrinsèquement liés à la prospérité et à la croissance économique, des écosystèmes marins et dulcicoles en bonne santé attirent une très grande attention aux niveaux mondial et national, car considérés comme essentiels à la préservation de la vie sur Terre. Il est mondialement reconnu que les systèmes transfrontaliers d'eaux marines et d'eaux douces sous-tendent et connectent les écosystèmes, la santé humaine et des secteurs économiques clés. Aussi est-il impératif que les pays travaillent de manière coordonnée à des actions qui garantiront un environnement sain pour les générations actuelles et futures. Dans le même temps, les stratégies de planification locales et nationales intègrent de plus en plus l'utilisation durable de ces écosystèmes pour s'assurer qu'ils continuent à fournir des services utiles, notamment la sécurité alimentaire, l'eau potable, les loisirs et la séquestration du carbone, autant de facteurs qui contribuent au PIB, aux moyens de subsistance, à l'amélioration de la qualité de vie et au développement des entreprises.

Depuis la création du FEM, son mandat singulier dans le domaine d'intervention « eaux internationales », qui consiste à promouvoir la coopération transfrontalière à tous les niveaux dans le cadre des écosystèmes marins et dulcicoles partagés, a permis d'obtenir des effets positifs à long terme. Le FEM a investi dans plus de 360 projets réalisés dans plus de 170 pays, soutenant 47 bassins hydrographiques transfrontaliers dans 73 pays, 15 lacs transfrontaliers, 13 bassins d'eaux souterraines transfrontaliers et 24 des 64 grands écosystèmes marins de la planète.

Pendant FEM-7, le Fonds continue de s'acquitter de son mandat dans le domaine d'intervention « eaux internationales » et de soutenir la coopération transfrontalière à tous les niveaux dans les écosystèmes marins et dulcicoles partagés. Trois objectifs cruciaux constituent les cibles des investissements dans le domaine d'intervention « eaux internationales » pendant FEM-7, à savoir : 1) améliorer les perspectives d'une économie bleue ; 2) améliorer la gestion dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale, et 3) améliorer la sécurité hydrique dans les écosystèmes dulcicoles.

SAUVEGARDER LA PÊCHE AU THON DANS LE PACIFIQUE

Les eaux entourant les petits États insulaires en développement du Pacifique alimentent la plus grande pêcherie de thon qu'un océan ait abrité. L'appui du FEM a contribué à la création de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central, qui gère les ressources en thon dans une zone couvrant environ 20 % de la surface de la planète. La Commission a adopté des mesures visant à limiter la surpêche du thon obèse et albacore et n'autorise plus de navires à pêcher l'albacore dans le Pacifique Nord et Sud. Elle a également mis en place un système tarifaire pour soutenir ces mesures.

GESTION DURABLE DES EAUX SOUTERRAINES DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA SADC

Les eaux souterraines jouent un rôle important dans la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), fournissant des services à environ 70 % des 250 millions d'habitants de la région. Certains États membres intègrent activement les eaux souterraines dans leurs politiques et législations relatives à la gestion des ressources en eau ; mais en général, les eaux souterraines ne figurent pas en bonne place dans les cadres institutionnels nécessaires à la gestion de l'eau aux niveaux national et transfrontalier. Travaillant en collaboration avec ses partenaires, le FEM a soutenu la création du SADC Groundwater Management Institute, un centre d'excellence régional qui aide les pays à travailler ensemble et à surmonter certains défis, en particulier dans le secteur de l'eau, auxquels il est préférable de s'attaquer par la coopération et l'intégration régionales.

FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LA GESTION DES EAUX USÉES DANS LES CARAÏBES

Selon les estimations, 85 % des eaux usées rejetées dans la mer des Caraïbes ne sont pas traitées. La dégradation provoquée par cet état de fait est source de grave préoccupation et a des effets évidents sur la santé des populations et des écosystèmes côtiers, et nuit sérieusement à l'économie de la région. Établi en 2011, le Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (CReW) fournit

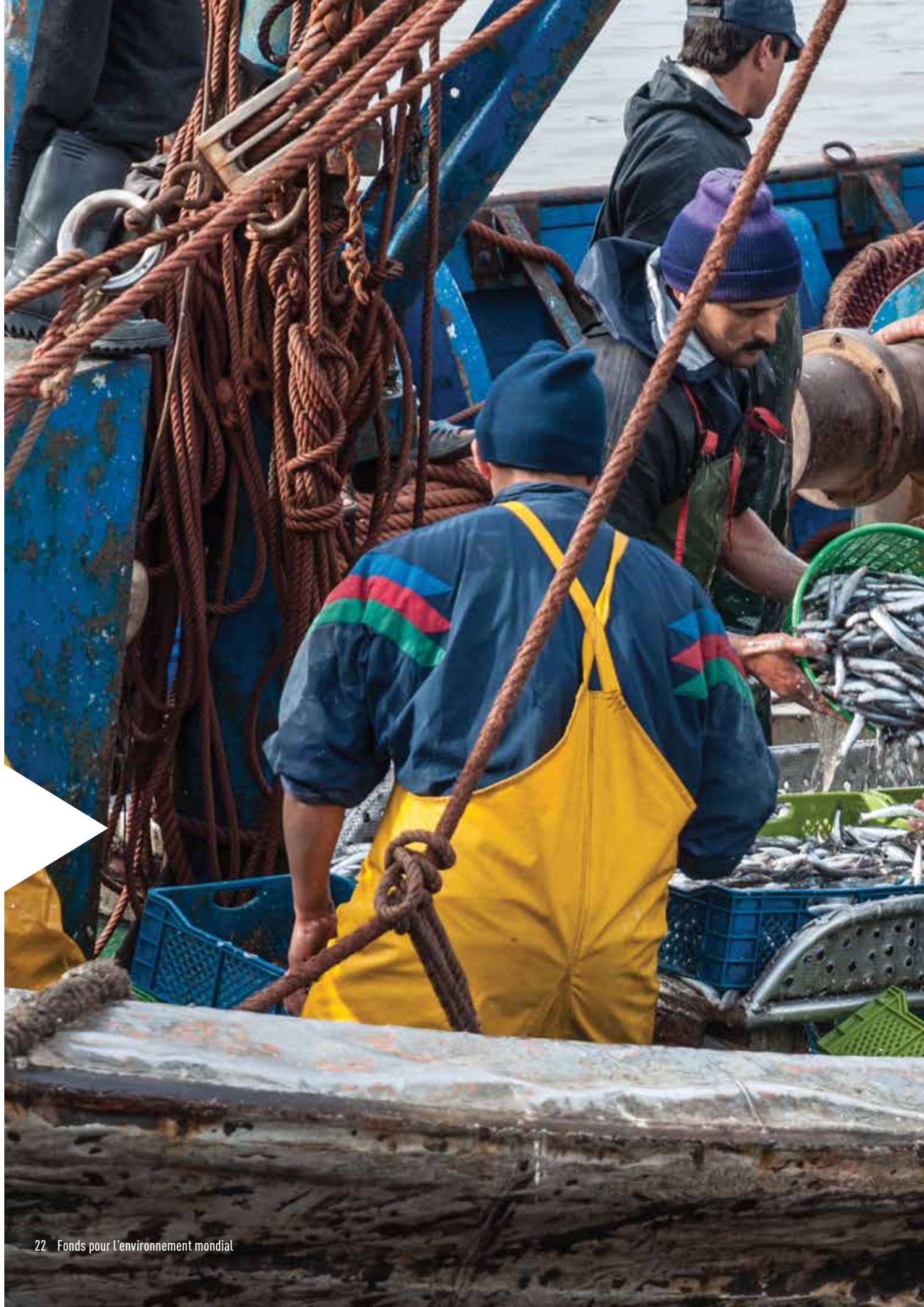
des financements innovants et durables destinés au secteur des eaux usées, soutient la réforme des politiques et des législations et encourage le dialogue régional et l'échange de connaissances entre les principales parties prenantes de la région des Caraïbes.

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE DANS LA RÉGION DE LA MER MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du programme « Méditerranée : améliorer la sécurité environnementale », le FEM a lancé une série d'investissements dans son domaine d'intervention « eaux internationales », qui bénéficie d'une forte adhésion des pays, des institutions financières internationales et des partenaires de l'Union européenne. L'objectif de ce programme est de relancer la mise en œuvre des actions prioritaires convenues aux niveaux régional et national afin de réduire les principaux facteurs de stress environnementaux transfrontaliers qui affectent la mer Méditerranée et ses zones côtières, tout en renforçant la résilience au changement climatique et la sécurité hydrique, ainsi qu'en améliorant la santé et les moyens de subsistance des populations côtières.

GESTION DU BASSIN DE LA DRINA DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

Le bassin de la Drina est au centre du développement économique, environnemental et social de la péninsule des Balkans. Environ un million de personnes résident sur ses 20 000 km² qui couvrent le territoire de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie et du Monténégro. Les phénomènes hydrologiques extrêmes étant censés devenir plus fréquents dans la région, selon les prévisions, la coopération deviendra de plus en plus importante et les parties prenantes devront envisager des arbitrages entre les secteurs, notamment lorsqu'elles étudieront la possibilité de réaliser de nouvelles infrastructures hydroélectriques. De concert avec ses partenaires, le FEM aide les pays à tirer parti des infrastructures réhabilitées et des capacités renforcées en matière de gestion des ressources en eau, y compris la gestion, la prévision et l'alerte concernant les inondations, dans les bassins de la Drina et de la Sava.





ASSOCIER LE SECTEUR PRIVÉ

Le secteur privé devra jouer un rôle essentiel dans la transformation des systèmes économiques et l'inversion des tendances mondiales non durables. Un certain nombre de dirigeants du secteur privé ont répondu à l'appel et ont commencé à agir. Ils l'ont fait non seulement pour prendre en compte les risques, mais également pour rechercher des opportunités commerciales. Selon le rapport phare de 2017 intitulé *Better Business, Better World* de la Business and Sustainable Development Commission, la poursuite de modèles économiques durables et inclusifs pourrait générer des opportunités économiques représentant au moins 12 000 milliards de dollars par an d'ici 2030 et créer jusqu'à 380 millions d'emplois, principalement dans les pays en développement. Toutefois, on aura toujours besoin de leaders pour créer des partenariats entre le secteur privé, les pouvoirs

publics et la société civile afin de réaliser les changements profonds nécessaires pour relever les défis mondiaux. Le FEM a une longue tradition de collaboration avec les entreprises et de stimulation des investissements du secteur privé. FEM-7 offre aux secteurs public et privé l'occasion de déterminer et de structurer de nouvelles façons de travailler ensemble. Le FEM tend vers une approche plus globale qui intègre la participation du secteur privé dans tous ses programmes et domaines d'intervention. Pendant FEM-7, le travail du Fonds avec le secteur privé repose sur deux piliers :

1. Accroître l'utilisation des financements mixtes ;
2. Mobiliser le secteur privé en tant qu'agent de transformation du marché.

An aerial photograph of a large industrial complex, possibly a refinery or chemical plant, with numerous storage tanks, distillation columns, and processing units. The facility is situated in a valley, with lush green mountains in the background under a partly cloudy sky. In the foreground, there are yellow-green agricultural fields, likely rice paddies. The overall scene illustrates the intersection of industry and nature.

ACCROÎTRE L'UTILISATION DES FINANCEMENTS MIXTES

Depuis 2008, le FEM et ses Agences partenaires ont utilisé avec succès un large éventail de financements mixtes tels que le financement par emprunt, les fonds propres et les garanties afin d'attirer les investissements du secteur privé et avoir des effets positifs pour l'environnement mondial allant au-delà des opérations habituelles. Durant FEM-6, le Programme pilote sur l'utilisation des instruments financiers autres que les aides directes a attiré plus de propositions qu'il n'aurait été possible de financer et a donné lieu à 11 projets novateurs financés à hauteur de 99,5 millions de dollars par les ressources du FEM et ayant mobilisé un cofinancement de 1,8 milliard de dollars grâce à une répartition régionale équilibrée. Ces projets visaient à s'attaquer aux facteurs fondamentaux de la dégradation de l'environnement mondial. Le Programme pilote a démontré que les instruments financiers autres que les aides directes peuvent être utilisés dans des structures

de financement mixtes qui donnent un effet de levier important aux investissements du FEM, et que les ressources du secteur privé peuvent être mobilisées avec succès dans des domaines « pionniers » tels que la dégradation des sols, la diversité biologique, les substances chimiques et les déchets, et les eaux internationales.

Dans le cadre de FEM-7, le FEM accélère le recours aux financements mixtes afin d'avoir des effets positifs pour l'environnement mondial et continue de catalyser les investissements des marchés financiers aux niveaux mondial et national, conformément aux objectifs retenus dans les domaines d'intervention. Le réseau du FEM ne cesse d'innover, de suivre l'évolution des tendances mondiales en matière de financements mixtes et de chercher à accroître les possibilités d'investir dans des projets de gestion des ressources naturelles.



MOBILISER LE SECTEUR PRIVE EN TANT QU'AGENT DE TRANSFORMATION DU MARCHÉ

La stratégie pour FEM-7 offre de meilleures possibilités de travailler en collaboration avec le secteur privé en tant qu'agent de transformation du marché. Pour FEM-7, les investissements sont réorientés vers l'établissement de partenariats durables entre les secteurs public et privé qui s'attaquent aux facteurs sous-jacents de la dégradation de l'environnement. La transformation, ou le changement de système, est la clé de voûte des efforts déployés par le FEM pour maximiser l'impact de ses interventions et mettre au point des approches intégrées avec le secteur privé.


Les nouveaux Programmes à impact, en particulier, sont conçus pour favoriser la contribution rapide du secteur privé à la conception de projets reposant sur une chaîne de valeur permettant de prendre en compte les modes de production et de consommation durables.

Les Programmes à impact « Systèmes alimentaires et utilisation et restauration des terres », « Villes durables » et « Gestion durable des forêts » amènent les gouvernements et le secteur privé à travailler ensemble pour relever des défis environnementaux communs afin d'avoir des effets positifs directs et durables aux niveaux régional et mondial sur l'écologie, l'économie et les sociétés.

Et il existe d'excellents exemples de succès : le FEM a obtenu le soutien de producteurs d'huile de palme de premier plan, qui se sont

engagés à une production d'huile de palme « sans déforestation », facilitant ainsi la formation et le renforcement des capacités des petits exploitants qui forment le socle de la chaîne d'approvisionnement. Au Paraguay, McDonald's s'est associé à cette initiative pour soutenir la production de viande de bœuf sans déforestation. Les principaux fabricants d'appareils et équipements comme Philips, Osram, ABB, MABE soutiennent les efforts déployés en faveur d'une énergie durable pour tous afin d'accélérer l'efficacité énergétique et de permettre aux marchés des pays en développement de faire le grand bond vers des équipements à meilleur rendement énergétique. L'Organisation maritime internationale et les principaux chargeurs se sont engagés volontairement dans un cadre réglementaire international visant à réduire la propagation des espèces envahissantes par le biais du programme Globallast, ce qui a conduit à l'adoption officielle de l'approche inscrite dans la Convention sur la gestion des eaux de ballast en 2017. Le partenariat GOLD du FEM, qui vise à retirer le mercure des chaînes d'approvisionnement, établit un lien entre les fournisseurs et les entreprises qui consomment de l'or, tels que les fabricants d'ordinateurs, la bijouterie haut de gamme et le secteur financier, permettant ainsi de nouvelles approches pour réduire les émissions nocives de mercure dans toute la chaîne d'approvisionnement.





COLLABORER POUR OBTENIR DE MEILLEURS RÉSULTATS

Le FEM est guidé dans son travail par des politiques d'engagement qui visent à renforcer les projets, à renforcer les capacités et l'appropriation des pays et à collaborer avec les parties prenantes pour obtenir de meilleurs résultats. Ces politiques reflètent les priorités institutionnelles fondamentales du FEM dans les domaines des sauvegardes, de l'égalité

des sexes, des droits des peuples autochtones et de la participation des parties concernées pour se protéger contre les dommages non intentionnels causés à la société et à l'environnement. Elles expriment également les valeurs du partenariat que constitue le FEM.

AMÉLIORER ET SUIVRE LES RÉSULTATS

Le FEM a défini des cibles concernant les effets positifs pour l'environnement mondial en utilisant 11 indicateurs de base qui permettent de rendre compte des principaux résultats obtenus pendant FEM-7. Ces cibles sont indiquées dans l'encadré ci-contre.

Le cadre de résultats du FEM permet aux pays, aux agences et au Secrétariat de présenter les résultats obtenus par les projets et programmes du FEM et de suivre les progrès réalisés, notamment les effets positifs multiples dans les domaines d'intervention. Ces résultats sont consignés sur le site web du FEM et communiqués au Conseil du FEM et aux instances des conventions dont le FEM fait office de mécanisme financier. Les indicateurs de base du FEM se fondent sur des définitions techniques claires et des lignes directrices méthodologiques pour faciliter une application cohérente dans tous les projets et programmes. Des rapports plus rationalisés sur les résultats au niveau des projets et des programmes permettent d'agrégier les

données de projets au niveau du portefeuille et favorisent la prise de décisions fondées sur des données factuelles pour guider et renforcer les investissements futurs.

Ces cibles reflètent l'engagement du FEM à contribuer à inverser le cours de la dégradation de l'environnement et à relever les défis cruciaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Dans l'avenir, l'architecture des résultats de FEM-7 soutiendra les efforts visant à catalyser une transformation des systèmes clés qui, autrement, entraîneraient la détérioration de l'environnement mondial. FEM-7 met également l'accent sur l'efficacité opérationnelle accrue, le devoir de responsabilité, la transparence et le partage des connaissances et des enseignements tirés de l'expérience — afin de mieux éclairer le travail futur et de créer les meilleures occasions possibles de protéger et restaurer l'environnement mondial.

ENCADRÉ 1 : LES 11 INDICATEURS DE BASE DU FEM

1. Aires protégées terrestres créées ou placées sous gestion améliorée en vue de leur préservation et de leur utilisation durable (hectares)
2. Aires protégées marines créées ou placées sous gestion améliorée en vue de leur préservation et de leur utilisation durable (hectares)
3. Superficie des terres restaurées (hectares)
4. Superficie des paysages soumis à des pratiques améliorées (hectares ; hors aires protégées)
5. Superficie des habitats marins soumise à des pratiques améliorées au profit de la biodiversité (hectares ; hors aires protégées)
6. Émissions de gaz à effet de serre réduites (tonnes métriques de CO₂ e)
7. Nombre d'écosystèmes aquatiques partagés (dulcicoles ou marins) placés sous mécanisme nouveau ou amélioré de gestion coopérative
8. Pêcheries surexploitées au niveau mondial ramenées à des niveaux d'exploitation plus viables (tonnes métriques)
9. Réduction, évacuation/destruction, retrait progressif, élimination et évitement des produits chimiques représentant une source de préoccupation mondiale et des déchets qui en résultent dans l'environnement et dans les procédés, matériaux et produits (tonnes métriques de produits chimiques toxiques réduites)
10. Réduction, évitement des émissions de POP dans l'atmosphère à partir de sources fixes et diffuses (grammes d'équivalent toxique [g ET])
11. Nombre, ventilé par sexe, de bénéficiaires directs considérés comme avantages connexes de l'investissement du FEM

MESURES DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET NORMES FIDUCIAIRES

Les mesures de sauvegarde (ou normes) environnementales et sociales sont des outils essentiels pour la prévention et l'atténuation des préjudices indûment causés aux personnes et à l'environnement lors de la conception et de la mise en œuvre de projets. En s'acquittant de son mandat consistant à améliorer l'état de l'environnement mondial, le FEM améliore sa capacité à gérer de manière efficace et équitable les risques et effets environnementaux et sociaux et à améliorer les résultats de tous les projets et programmes qu'il finance.

Pour faciliter ce processus, le FEM a mis à jour sa Politique relative aux mesures de sauvegarde environnementale et sociale en décembre 2018. Cette nouvelle politique traduit la détermination du FEM à promouvoir un développement durable et expose sa démarche pour éviter, prévenir, réduire autant que possible, atténuer et gérer les effets néfastes que les projets et programmes qu'il finance pourraient avoir sur les personnes ou l'environnement. Elle offre également au FEM l'occasion de mieux intégrer les considérations environnementales et sociales tout au long du cycle des projets, de manière non seulement à inclure la garantie « ne pas nuire », mais aussi à identifier les possibilités d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux des projets et programmes du FEM.

La politique actualisée s'appuie sur un solide processus de consultation auquel ont participé les Agences du FEM et un groupe de travail multipartite sur les mesures de sauvegarde environnementale. En conséquence, les nouvelles normes de sauvegarde du FEM sont conformes aux meilleures normes

internationales, y compris des normes minimales renforcées et dont la portée a été élargie, dans des domaines tels que :

- la main-d'œuvre et les conditions de travail ;
- la santé, la sûreté et la sécurité des communautés ;
- les risques liés au climat et aux catastrophes ;
- l'inclusion des personnes handicapées ;
- les individus ou groupes défavorisés ou vulnérables ;
- les effets néfastes en lien avec les questions de genre, dont la violence sexiste et l'exploitation et les abus sexuels ; et
- les populations autochtones.

Les nouvelles mesures de sauvegarde créent les conditions minimales requises pour que les Agences du FEM déterminent et gèrent les risques et effets environnementaux et sociaux des projets et programmes financés par le FEM. La politique exige en outre que toutes les Agences du FEM disposent de politiques, procédures, systèmes et capacités adéquats pour garantir le respect des neuf normes minimales présentées ci-après à tous les niveaux de la mise en œuvre des projets et programmes, y compris par les partenaires d'exécution.

Le FEM dispose également d'une politique relative aux normes fiduciaires et d'autres mesures visant à garantir la mise en place de systèmes robustes permettant de maintenir l'intégrité financière, la qualité et l'efficacité des opérations. On retrouvera tous ces outils sur le site web du FEM, à l'adresse www.thegef.org, sous l'onglet « Documents », dans la rubrique « Policies and Guidelines ».

ENCADRÉ 2 NORMES MINIMALES DU FEM

1. Évaluation environnementale et sociale, gestion et suivi
2. Responsabilité et règlement des griefs et des conflits
3. Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques
4. Restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation forcée
5. Populations autochtones
6. Patrimoine culturel
7. Utilisation efficiente des ressources et prévention de la pollution
8. Emploi et conditions de travail
9. Hygiène et sécurité des communautés



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Les femmes constituent la moitié de la population mondiale et sont essentielles à toute approche nécessaire à la préservation de l'environnement mondial. Les inégalités persistantes entre les hommes et les femmes limitent toutefois les perspectives de développement durable. L'effet transformateur potentiel des approches sexospécifiques tient non seulement à la possibilité d'associer davantage de personnes aux initiatives en faveur de l'environnement, en termes de nombre absolu, mais également à la prise en compte des compétences, connaissances et expériences uniques des femmes dans leur rôle de principales utilisatrices et garantes de nombreuses ressources naturelles. La Politique du FEM relative à l'égalité des sexes, adoptée en 2017, marque une ambition institutionnelle accrue de catalyser des projets et des actions qui ont un impact environnemental plus important au moyen d'approches et de résultats sensibles au genre. Des progrès considérables ont été réalisés. Une analyse récente indique qu'un investissement a été consacré à des analyses comparatives entre les sexes lors de la préparation de 66 % des projets de FEM-6 et que des indicateurs ventilés par sexe permettant de mesurer les résultats ont été utilisés pour 78 % des projets. La proportion de projets faisant état d'activités et de résultats axés sur l'égalité des sexes a également augmenté régulièrement, de 54 % des projets durant FEM-4 à 73 % des projets pendant FEM-5. Dans un projet en Mauritanie, les femmes et les jeunes représentent désormais plus de 50 % de ses participants et bénéficient de l'approche multidimensionnelle poursuivie par le projet pour réduire la pauvreté et promouvoir une gestion durable des ressources naturelles. En aidant à développer leurs compétences, les femmes améliorent la qualité et la quantité de leurs produits et accroissent leur compétitivité sur le marché. En plus de générer plus de revenus, de plus en plus, les femmes se font entendre et pèsent de leur poids en dehors de leurs ménages en assumant de plus en plus des fonctions avec pouvoir de décision au sein d'organisations de producteurs. L'amélioration de l'accès à l'eau potable a également une grande incidence sur la vie quotidienne des femmes et des filles, leur permettant de gagner en moyenne cinq heures par jour et de consacrer ainsi plus de temps à l'éducation, aux activités lucratives et à la participation à la vie de la communauté.

Pour être efficaces, les efforts déployés pour enrayer la dégradation de l'environnement doivent s'attaquer à ses causes et contribuer à la transformation des systèmes dans des domaines clés, tels que la production et la consommation d'aliments, d'énergie, de biens et de services, ainsi que la croissance et la gestion des villes. Ils doivent comprendre des initiatives visant à s'attaquer aux facteurs interconnectés de pratiques peu durables, d'exclusion et d'inégalité,

et faire intervenir des actions sur de nombreux fronts, telles que la promotion de l'égalité de voix entre hommes et femmes dans la planification et la prise de décision parmi les acteurs clés, et la création d'opportunités permettant aux femmes et aux hommes de mettre au point, soutenir et bénéficier de solutions durables face aux défis environnementaux et sociaux. Il faudra des initiatives concertées de collaboration pour réduire les disparités entre les sexes dans des domaines tels que le contrôle des ressources naturelles, la participation et la prise de décisions, et l'accès aux avantages et aux services. Cette démarche contribuera non seulement à renforcer l'égalité des sexes, mais aussi à libérer le potentiel des femmes en tant qu'agents cruciaux du changement pour obtenir et améliorer l'état de l'environnement mondial.

La Politique du FEM relative à l'égalité des sexes place l'approche du FEM en matière de genre en parfaite concordance avec ce nouveau mode de pensée et ces nouvelles pratiques. Elle marque une plus grande ambition de collaborer avec les États, le secteur privé et la société civile pour catalyser des projets et des actions susceptibles d'avoir un impact plus important sur l'environnement, à la faveur d'approches et de résultats tenant compte du genre.

Les engagements de collaboration en matière de durabilité et d'approches intégrées sont une promesse renouvelée d'exploiter les possibilités d'établir des liens entre les effets positifs pour l'environnement mondial et l'égalité des sexes. Ces possibilités sont les suivantes :

- Favoriser un plus large accès, une utilisation accrue et un plus grand contrôle par les femmes des ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, les forêts et les ressources halieutiques ;
- Renforcer la participation et le rôle des femmes dans les processus de prise de décisions concernant les ressources naturelles, les femmes étant des agents du changement à tous les niveaux ;
- Cibler les femmes en tant que bénéficiaires particulières et créer des opportunités à partir de moyens de subsistance durables et d'activités génératrices de revenus telles que les activités de conservation, de réhabilitation et de restauration entreprises par les femmes ;
- Investir dans les compétences et les capacités des femmes en soutenant le développement des capacités de différents groupes, y compris les communautés et les organisations féminines.



ASSOCIER LA SOCIÉTÉ CIVILE

Depuis sa création, le FEM a reconnu qu'une participation efficace de la société civile était essentielle à la réalisation de sa mission. Les organisations de la société civile (OSC) travaillant dans les programmes et projets du FEM renforcent l'appropriation par les pays et mettent à contribution des partenariats et des ressources précieuses.

Le FEM attache du prix au rôle que jouent les organisations de la société civile en veillant à ce que les besoins des communautés touchées soient satisfaits comme il se doit, en apportant de l'expérience et des connaissances spécialisées, et en améliorant la conception, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation de projets. En plus de leur rôle au niveau des pays, des programmes et des projets, les OSC contribuent à la formulation de politiques et de stratégies et constituent une voix précieuse lors des délibérations du Conseil et des processus de reconstitution des ressources du FEM.

La vision actualisée de la collaboration de la société civile avec le FEM, approuvée par le Conseil en 2017, comprend un ensemble actualisé

d'objectifs et de principes qui donnent une orientation générale à cette collaboration. La Vision actualisée a vocation à compléter et renforcer d'autres dimensions essentielles de la collaboration de la société civile avec le FEM, notamment dans la conception et la mise en œuvre de projets et de programmes du Fonds.

En outre, les politiques du FEM relatives à la participation des parties prenantes, à l'égalité des sexes et aux mesures de sauvegarde environnementale soulignent à grand trait la nécessité d'une participation significative de la société civile, notamment des communautés locales, des populations autochtones, des jeunes, des femmes et des filles, aux activités financées par le FEM.

Pour l'avenir, le FEM demeure déterminé à renforcer la collaboration avec les OSC de manière constructive, inclusive et transparente afin d'améliorer l'efficacité de ses opérations et l'impact de ses programmes et projets.

ENCADRÉ 3 : AUTRES POSSIBILITÉS DE COLLABORATION ENTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE FEM

- **Accès aux ressources du Programme de microfinancements du FEM :** le Programme de microfinancements est un programme institutionnel du FEM et le seul guichet de dons exclusivement dédié au financement de projets conçus et exécutés par des organisations de la société civile. Se référer à la page 33 pour de plus amples informations.
- **Consultations du FEM avec les OSC :** elles doivent avoir lieu la veille du Conseil et sont ouvertes à un nombre limité d'OSC autofinancées et parrainées. Au cours des consultations, les OSC seront invitées à présenter des exposés sur des sujets choisis par le Conseil, avec la contribution des OSC et du Secrétariat du FEM.
- **Ateliers de coordination élargie du FEM :** ils continueront à offrir aux OSC régionales, nationales et locales la possibilité de participer et d'interagir avec les responsables gouvernementaux, les Agences, le personnel du Secrétariat du FEM et d'autres OSC dans chaque région du FEM, de partager leurs expériences et les enseignements qui en sont tirés, et de renforcer leurs capacités de collaboration avec le FEM.
- **Participation des OSC aux réunions du Conseil :** elles visent à faire entendre la voix des communautés et autres parties prenantes sur le terrain, tout en maintenant des échanges constructifs sur les questions d'orientation générale. Pour cette raison, le Conseil invitera deux groupes d'OSC à ses réunions semestrielles : 1) des représentants d'OSC régionales, et 2) des OSC locales ayant une expertise dans un domaine technique ou zone géographique, suivant des recommandations formulées par le Conseil lors de sa réunion précédente.



PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS

Le Programme de microfinancements du FEM est une composante essentielle de la stratégie du FEM pour lutter contre la dégradation de l'environnement mondial par le financement d'initiatives locales émanant de la société civile et d'organisations communautaires. Depuis sa création en 1992, le Programme a fourni plus de 612 millions de dollars à l'appui de 22 592 projets, mobilisant plus de 919 millions de dollars de cofinancements en espèces et en nature. Les projets soutenus par le Programme de microfinancements du FEM sont gérés par des organisations communautaires et des populations autochtones, actuellement dans 125 pays. Ces microfinancements novateurs, d'une valeur moyenne d'environ 25 000 dollars chacun, contribuent aux effets positifs multiples pour l'environnement mondial, tout en améliorant les moyens de subsistance des communautés locales. Parmi les projets réalisés entre 2017 et 2018, 92 % tenaient compte de la question du genre et 29 % étaient pilotés par des femmes. Au Brésil par exemple, le Programme de microfinancements a soutenu un projet mis en œuvre par le peuple autochtone Waurá. Cette opération avait pour objectif de redonner vie à des traditionnelles variétés de piment et à la production du sel aguapé. En Sierra Leone, le Programme de microfinancements a collaboré avec les femmes rurales à la conservation de la forêt de Gola et en Colombie il a travaillé avec les femmes à la protection de l'écosystème de la mangrove du río Naya.

Se fondant sur les enseignements tirés au cours des 25 dernières années et des avis recueillis lors des dernières consultations avec les parties prenantes, notamment avec les gouvernements, les points focaux des Conventions et le secteur privé, pendant FEM-7 le Programme de microfinancements accorde une place plus importante à la promotion d'investissements stratégiques axés sur les résultats réalisés au niveau local, dans le droit fil des Programmes à impact

du FEM et des investissements dans les domaines d'intervention. Les projets financés par le Programme de microfinancements pourraient nécessiter de mettre davantage l'accent sur la promotion et le soutien d'initiatives locales novatrices et évolutives visant à protéger l'environnement mondial dans des paysages terrestres et marins prioritaires. Le Programme de microfinancements pourrait également soutenir des projets qui serviraient de « pépinières » d'innovation et offrant la possibilité de reproduire plus largement les approches couronnées de succès à travers des projets de plus grande envergure financés par le FEM et/ou d'autres partenaires.

Dans le cadre de FEM-7, le Programme de microfinancements accorde la priorité aux initiatives stratégiques suivantes, qui complètent les Programmes à impact au niveau communautaire : 1) Agriculture et pêche durables ; 2) Avantages de l'accès à de l'énergie sobre en carbone ; 3) Conservation des écosystèmes et des espèces menacés au niveau communautaire : terre et eau ; 4) Coalitions locales et mondiales dans la gestion des substances chimiques et des déchets ; et 5) Stimulation du développement urbain durable.

La stratégie de programmation par pays du Programme de microfinancements donne la priorité aux paysages terrestres/marins critiques afin de cibler la programmation sur les écosystèmes reconnus comme ayant une importance mondiale (y compris les zones clés pour la biodiversité). Le Programme continue de rechercher des synergies, de mettre en œuvre des approches multisectorielles en associant les communautés au niveau des paysages terrestres et marins, et de faciliter les actions novatrices menées par les communautés pour gérer efficacement des mosaïques complexes de paysages terrestres et marins.

The background of the page is a photograph showing the silhouettes of people in a traditional boat on a body of water during sunset. The sky is a vibrant orange and yellow, and the water reflects the light. The people are positioned in the foreground and middle ground, with their forms dark against the bright background. One person is visible on the right side, and others are further back in the boat.

TRAVAILLER AVEC LES POPULATIONS AUTOCHTONES

Un grand nombre d'écosystèmes et de zones de biodiversité de grande importance dans le monde s'étalent sur les terres, les territoires et les ressources de populations autochtones. Le FEM s'emploie à faire en sorte que ses opérations respectent pleinement la dignité, les droits de l'homme, l'économie, les cultures et les savoirs traditionnels des populations autochtones et des membres qui les constituent. Les populations autochtones sont associées à plus de 426 projets du FEM. En outre, 15 % des projets soutenus par le Programme de microfinancements du FEM, soit environ 2 500 projets, ont été directement attribués à des populations autochtones.

Le Projet de gestion intégrée des écosystèmes au sein des communautés autochtones en Amérique centrale représente un investissement de 9,7 millions de dollars du FEM, qui a permis de mobiliser 39,9 millions de dollars de cofinancement, pour renforcer le rôle des populations autochtones dans la préservation et la gestion de la biodiversité. La superficie totale habitée par les populations autochtones en Amérique centrale atteindrait 170 000 km², soit près du tiers de la superficie des sept pays de la région. Les projets mettent l'accent sur la préservation efficace de la biodiversité et des ressources naturelles dans les sept pays d'Amérique centrale (Guatemala, Belize, Honduras, El Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Panama) en renforçant la capacité des populations autochtones à protéger et gérer leurs ressources naturelles et culturelles et à sauver et renforcer les pratiques traditionnelles d'utilisation des terres qu'ils ont développées au cours des siècles.

Partant de là, pendant FEM-7, le FEM continue de travailler avec les populations autochtones et les communautés locales, les gouvernements nationaux, les ONG et d'autres acteurs pour renforcer les capacités des populations et communautés autochtones à protéger l'environnement mondial. Le FEM collabore avec les populations autochtones et les

communautés locales à travers son portefeuille, sur des activités telles que la réduction de la pollution par le mercure provenant de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, la préservation de la biodiversité agricole et la création de débouchés commerciaux pour les variétés traditionnelles, la prévention de la dégradation des sols par des pratiques agricoles traditionnelles, la mise en valeur et le renforcement de la gestion des ressources naturelles communautaires et la promotion de la mise en place de systèmes d'accès et de partage des avantages dans le cadre du Protocole de Nagoya.

En plus de soutenir la gestion en bon père de famille de l'environnement par les populations autochtones et les communautés locales dans le cadre du travail du FEM, ce dernier a réservé des ressources mondiales qui sont affectées à des zones géographiques où les territoires des populations autochtones et des communautés locales abritent une biodiversité importante et des stocks de carbone potentiellement importants et menacés.

Les investissements consacrés aux projets portent essentiellement sur :

Les projets d'investissement sont axés sur :

- La conservation et l'utilisation durable des sites ;
- Le financement durable des initiatives de conservation pilotées par les populations autochtones et les communautés locales ; et
- Le développement des capacités des organisations de populations autochtones et de communautés locales et la prise en compte de divers systèmes de connaissances pour obtenir des résultats en matière de conservation et de gestion durable des ressources naturelles.





CONNAISSANCES ET APPRENTISSAGE AU FEM

Les connaissances sont un atout principal du réseau du FEM, et la production et le partage de connaissances sont essentiels pour permettre au FEM de protéger durablement l'environnement mondial.

Les investissements du FEM sous-tendent la production et l'échange de connaissances sur les questions environnementales mondiales, facilitant ainsi l'appréhension, la synthèse, le transfert et la valorisation de ces connaissances dans le cadre et au-delà du partenariat que constitue le FEM. En conséquence, le FEM finance

dans ses projets des composantes ciblées axées sur les connaissances et l'apprentissage, notamment des pôles de connaissances, des plateformes, des cercles de professionnels, l'apprentissage à distance et des outils de partage d'informations. En outre, chaque projet du FEM est censé élaborer et mettre en œuvre une « approche de gestion des connaissances » afin d'améliorer l'apprentissage, l'échange de connaissances et l'extraction et la diffusion des enseignements tirés et des meilleures pratiques.

Pour faciliter et améliorer le partage des connaissances et l'apprentissage au sein de son réseau, le FEM a également introduit plusieurs initiatives et outils novateurs dans le domaine des connaissances et de l'apprentissage :

ACADÉMIE DU FEM

L'Académie du FEM est une initiative d'apprentissage du FEM qui propose un programme de cours/activités d'apprentissage en ligne et en présentiel conçu pour améliorer la capacité des partenaires et des parties prenantes du FEM à travailler avec lui et à contribuer à améliorer l'état de l'environnement mondial. Les cours sont élaborés et proposés en partenariat avec les Agences du FEM, le Bureau indépendant d'évaluation du FEM et le STAP, ainsi qu'avec d'autres institutions similaires qui travaillent sur l'environnement mondial.

KALEO, L'OUTIL DE RECHERCHE EN LIGNE DU FEM

Kaleo est une base de connaissances en ligne gratuite du FEM basé sur l'apprentissage automatique. Il s'agit d'une plateforme facile d'accès, qui fournit aux partenaires et aux parties prenantes du FEM des informations actualisées sur les politiques et les opérations du Fonds. Kaleo apporte des réponses aux questions courantes concernant le FEM. Ces réponses sont validées par des experts et mises à jour régulièrement. Des sujets tels que les politiques et procédures du FEM sont traités de manière exhaustive, rapide et précise.

JOURNÉES DU SAVOIR DU FEM

La Journée du savoir du FEM est un événement empirique de partage de connaissances et d'apprentissage entre pairs qui se déroule dans les pays bénéficiaires et s'articule autour de visites de sites de projets ou de foires aux connaissances. Il vise principalement à permettre aux principaux partenaires du FEM dans un pays ou une région donnés (par exemple, les points focaux du FEM, les points focaux pour les conventions sur l'environnement, les représentants de la société civile, etc.) d'en savoir plus sur les projets du FEM et de débattre des enseignements tirés et des bonnes pratiques.

L'ART DE L'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES : GUIDE DE PLANIFICATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS ET LES ATELIERS SUR L'ART DE L'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES

Ce guide met en évidence diverses études de cas du FEM et des exemples d'échange de connaissances fructueux dans le cadre de projets du FEM, ainsi que les enseignements tirés de la mise en œuvre de ces initiatives en vue d'améliorer l'impact sur l'environnement mondial. C'est le fruit d'une collaboration entre les organes constitutifs du FEM. Il propose un plan pratique, étape par étape, assorti d'exemples illustrant la manière de concevoir, d'appliquer et de suivre l'échange de connaissances intégré aux projets.

Le guide contient l'application mobile gratuite de réalité augmentée Blippar, qui donne un accès en ligne au guide où qu'on se trouve dans le monde. Et les ateliers sur l'art de l'échange de connaissances, organisés par le FEM, aident à présenter le guide aux homologues de pays participant au FEM, en montrant comment l'exploiter pour concevoir et mettre en œuvre des projets.

GROUPE CONSULTATIF SUR LA GESTION DES CONNAISSANCES

Le Groupe consultatif sur la gestion des connaissances du FEM est composé des membres intéressés du réseau du FEM, notamment les Agences du FEM, le STAP, le Bureau indépendant de l'évaluation, le réseau des OSC, les pays et les instances des Conventions. Le Groupe sert de cadre informel de collaboration et de consultation pour l'élaboration, la planification et la mise en œuvre de l'approche de gestion des connaissances du FEM dans le contexte de son réseau. Il soutient le programme de gestion des connaissances du FEM et joue le rôle de caisse de résonance pour les initiatives proposées ayant trait à la gestion des connaissances.

Le Groupe consultatif sur la gestion des connaissances fonctionne également comme une plateforme d'échange de connaissances à l'échelle du FEM, où les organes constitutifs du Fonds peuvent tirer profit des initiatives de gestion des connaissances les uns des autres et les exploiter pour, au bout du compte, établir des liens avec les systèmes des uns et des autres et entreprendre des initiatives de collaboration en matière de gestion des connaissances. Les membres du Groupe restent virtuellement en contact et tiennent des réunions en présentiel deux fois par an, après les réunions du Conseil.

A tropical landscape with palm trees and a small house. The background shows a dense forest of palm trees and other tropical vegetation. In the foreground, a small wooden house with a blue roof is visible on the left. A tall palm tree stands prominently on the right side of the image. The sky is overcast.

PROGRAMME D'AIDE AUX PAYS

Tous les pays bénéficiaires du FEM peuvent en tirer parti plus efficacement lorsqu'ils développent la capacité de participer pleinement à la protection de l'environnement mondial, de s'y investir et d'y contribuer. Le Programme d'aide aux pays a pour objet de renforcer la capacité des points focaux du FEM, des points focaux pour les Conventions, de la société civile et du personnel des Agences du FEM à soutenir des projets et des programmes ayant des effets positifs pour l'environnement mondial dans leurs pays et leurs mandats en leur permettant de mieux comprendre le FEM. Le Programme d'aide aux pays est le principal outil de sensibilisation et de communication pour le FEM. Il offre diverses possibilités de réunions et d'ateliers pour promouvoir l'apprentissage et le dialogue entre les différents groupes de parties prenantes du FEM.

Dans le cadre de FEM-6, il a organisé au total 39 ateliers de coordination élargie, auxquels ont participé plus de 2 000 participants venus de plus de 120 pays. Ces ateliers permettent de tenir les participants informés des stratégies, politiques et procédures du FEM et encouragent la coordination et le travail en équipe au niveau national. Les ateliers de coordination élargie offrent des possibilités de formation spécialisée en coopération avec les Agences du FEM et permettent la tenue d'autres réunions pertinentes, telles que des consultations de la société civile, des réunions avec les Secrétariats des Conventions, des discussions sur des projets spécifiques et

l'examen de la programmation nationale des ressources du FEM. Les ateliers de coordination élargie incluent une Journée du savoir du FEM, composante essentielle de l'apprentissage par la visite et l'analyse de projets spécifiques du FEM.

Le Programme d'aide aux pays soutient également un séminaire annuel de présentation du FEM à l'intention des membres du personnel des Agences et des gouvernements nationaux nouvellement recrutés qui travaillent sur le FEM ; des réunions de groupes de pays où les membres du Conseil et leurs suppléants se réunissent avec les points focaux de leur groupe de pays pour examiner des questions soumises au Conseil ; des ateliers de dialogue national consacrés à la programmation du FEM et à la coordination nationale avec les ministères concernés et servant à valider et à diffuser les objectifs, stratégies et politiques nationaux.

Les objectifs stratégiques du Programme d'aide aux pays restent pleinement pertinents pendant FEM-7. Les pays ont indiqué que ce programme répondait à des besoins importants et qu'ils s'attendaient à voir les interventions du programme s'intensifier. Le type d'activités actuellement financées par le programme en cours continuera de façonner les propositions futures, en mettant davantage l'accent sur les caractéristiques uniques des interventions de FEM-7, dans le but d'aider les pays à s'engager et à participer à de nouvelles opportunités.



AGENCES DU FEM

Les Agences du FEM aident les gouvernements à élaborer, mettre en œuvre et gérer leurs projets. Il s'agit des institutions suivantes :

- Banque africaine de développement (BAfD)
- Banque asiatique de développement (BAsD)
- Fonds brésilien pour la biodiversité (FUNBIO)
- Conservation International (CI)
- Banque de développement de l'Amérique latine (CAF)
- Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA)
- Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Bureau de la coopération économique extérieure du ministère chinois de la Protection de l'environnement (FECO)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
- Banque ouest-africaine de développement (BOAD)
- Groupe de la Banque mondiale
- World Wildlife Fund, Inc. (WWF-US)

CONVENTIONS DES NATIONS UNIES APPUYÉES PAR LE FEM

Le FEM fait office de mécanisme financier de cinq conventions internationales sur l'environnement. Il s'agit des conventions suivantes :

- Convention de Minamata sur le mercure
- Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP)
- Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB)
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD)
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)







Le Fonds pour l'environnement mondial a été créé à la veille du Sommet de la Terre de Rio en 1992 afin d'aider à résoudre les problèmes environnementaux les plus pressants de notre planète. Depuis lors, il a fourni environ **18,1 milliards de dollars d'aides financières et mobilisé 94,2 milliards de dollars de cofinancement** en appui à environ **4 500 projets réalisés dans 170 pays**. Aujourd'hui, le FEM est un partenariat international composé de 183 pays, d'institutions internationales, d'organisations de la société civile et du secteur privé, qui s'attaque aux problèmes environnementaux mondiaux.

LE FEM EST :

- Un partenariat unique de 18 Agences – dont des agences des Nations Unies, des banques multilatérales de développement, des entités nationales et des ONG internationales – travaillant avec 183 pays à la résolution des problèmes environnementaux les plus épineux au monde. Le FEM dispose d'un vaste réseau d'organisations de la société civile, collabore étroitement avec le secteur privé du monde entier et reçoit en permanence des avis d'un bureau indépendant d'évaluation et d'un groupe scientifique de haut niveau.
- Un rouage du mécanisme financier de cinq grandes conventions internationales sur l'environnement : la Convention de Minamata sur le mercure, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CNUDD), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
- Un innovateur et un catalyseur qui soutient des alliances multipartites afin de préserver les écosystèmes menacés sur terre et dans les océans, construire des villes plus vertes, renforcer la sécurité alimentaire et promouvoir une énergie propre pour un monde plus prospère et résilient au climat.



@theGEF



@thegef1



@GlobalEnvironmentFacility

www.thegef.org

Date de production : Août 2019

Maquette : Patricia Hord.Graphik Design

Impression : Professional Graphics Printing Co.

www.thegef.org



fem **FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL**
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE